

LIGNE MINIÈRE EST ET EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA

Nécessité de respecter les délais de réalisation

Dans le cadre du suivi rapproché des projets structurants du secteur des Travaux publics, le ministre Abdelkader Djellaoui a multiplié, du 22 au 23 septembre 2025, les visites de terrain dans les wilayas d'Annaba, Guelma et Souk Ahras, avec comme objectif, inspecter les chantiers liés au mégaprojet du phosphate intégré et dynamiser les travaux pour respecter les délais de livraison fixés par les plus hautes autorités du pays. P 3



AVEC UN MARCHÉ DE 1,9 MILLIARD DE DOLLARS Le e-commerce algérien en plein essor

Avec près de 200 000 e-commerçants actifs et une taille de marché estimée à 1,9 milliard de dollars, le e-commerce s'impose comme un secteur stratégique en Algérie. Selon Djamel Toumiat, représentant du GAAN, son avenir repose sur la régulation, la formation et l'ouverture aux marchés africains dans le cadre de la Zlecaf.

P 2

PREMIÈRE CITADINE ÉLECTRIQUE « MADE IN ALGERIA »

Un projet algéro- chinois en préparation à Batna

La transition énergétique franchit un nouveau cap en Algérie. La wilaya de Batna s'apprête à accueillir le premier projet de fabrication de voitures électriques, fruit d'un partenariat entre l'entreprise algérienne la SARL Économie Moderne Auto et un constructeur chinois. Cette initiative traduit la volonté du pays d'entrer de plain-pied dans l'ère de la mobilité propre, tout en jetant les bases d'une industrie automobile nationale à vocation africaine et européenne.

P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Hospitalia Expo met en lumière les ambitions de l'Algérie

La 3^e édition du Salon Hospitalia Expo a été inaugurée ce mardi par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, le Dr Wassim Kouidri, à l'Hôtel Sheraton Club des Pins à Alger. Cet événement, qui se poursuivra jusqu'à jeudi, réunit plus de 3 000 participants, parmi lesquels des professionnels de la santé, des étudiants, des industriels et des chercheurs, autour de conférences, de symposiums et d'une grande exposition dédiée à l'innovation médicale et pharmaceutique.

P 5

PHARMACIE

**Saidal et le Nigeria s'allient
pour un marché de 100
millions de dollars** P 4

DIVERSIFICATION, NUMÉRIQUE ET ZONES SPÉCIALES

**Les clés d'une nouvelle
gouvernance économique** P 3

ECONOMIE MONDIALE

**L'OCDE relève sa prévision
de croissance à 3,2% pour
2025** P 4

LA BIOLOGIE
CRIMINALISTIQUE
**Nouvelle spécialité à
l'Ecole Nationale
Supérieure en Sciences
Biologiques d'Oran**

L'Ecole Nationale Supérieure en Sciences Biologiques d'Oran (ESSBO) lance, à partir de cette rentrée universitaire, une nouvelle spécialité, à savoir la "Biologie Criminalistique", pour former des experts dans l'analyse biologique appliquée au domaine judiciaire et médico-légal, a-t-on appris auprès de la direction de l'établissement. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'offre de formation et de la diversification des spécialités proposées par l'ESSBO qui compte désormais quatre filières complémentaires : Biologie Moléculaire, Génie Enzymatique, Immunotechnologie et Biologie Criminalistique, a-t-on souligné. Cette nouvelle spécialité est une discipline émergente qui mobilise plusieurs branches des sciences biologiques, telles que la génétique, la toxicologie ou encore la microbiologie, et offre une formation à la fois théorique et pratique, alignée sur les standards internationaux tout en tenant compte des spécificités du contexte algérien, a-t-on souligné de même source. Les diplômés en "Biologie Criminalistique" pourront intégrer des structures variées, allant des laboratoires de police scientifique aux institutions judiciaires, en passant par les secteurs de la santé publique et de la protection de l'environnement, a-t-on expliqué.

AVEC UN MARCHÉ DE 1,9 MILLIARD DE DOLLARS

Le e-commerce algérien en plein essor

Avec près de 200 000 e-commerçants actifs et une taille de marché estimée à 1,9 milliard de dollars, le e-commerce s'impose comme un secteur stratégique en Algérie. Selon Djamel Toumiat, représentant du GAAN, son avenir repose sur la régulation, la formation et l'ouverture aux marchés africains dans le cadre de la Zlecaf.

Par Selma R

Lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « Chaîne 3 », l'intervenant a indiqué que le commerce électronique connaît une dynamique sans précédent en Algérie. Estimée à près de 1,9 milliard de dollars d'échanges, la taille du marché national du e-commerce confirme l'importance grandissante de ce secteur dans la transformation digitale du pays. Ces chiffres sont issus d'une étude réalisée par la « CNUCED », organe des Nations unies, en collaboration avec les institutions nationales du commerce intérieur et de la régulation économique. « Avec de tels indicateurs, il est évident que l'Algérie se lance intensément dans le commerce électronique », a souligné Toumiat, en précisant que la période de la pandémie de Covid-19 avait agi comme un catalyseur, favorisant l'essor du secteur et

l'émergence de nombreuses start-up spécialisées dans la livraison express. Selon le représentant du GAAN, le pays compte aujourd'hui « près de 200 000 e-commerçants actifs », opérant principalement dans la livraison de produits et de services. Cette activité est désormais encadrée par une loi promulguée en 2024, visant à légaliser les pratiques, protéger les consommateurs contre les arnaques en ligne et instaurer un climat de confiance. « Cette loi offre également des facilités aux entreprises algériennes, leur permettant de s'implanter à l'étranger et de développer leurs activités sur les marchés internationaux », a-t-il expliqué. Mais l'ambition va au-delà du marché national. Toumiat a rappelé que la stratégie gouvernementale s'inscrivait dans une deuxième phase, avec pour objectif d'ouvrir le e-commerce algérien à l'exportation du produit national, en s'appuyant sur les opportunités offertes par la Zone de libre-

échange continentale africaine (Zlecaf). « Nous devons aller au-delà de la simple consommation locale pour faire du numérique un outil de projection internationale », a-t-il insisté. Pour concrétiser ces ambitions, le ministère de tutelle mise sur la formation d'une élite de compétences spécialisées dans le e-commerce et la logistique numérique. L'objectif est de doter le pays de profils capables de prospecter les marchés africains, de s'imposer dans la chaîne de valeur numérique et d'accompagner les entreprises nationales dans leur internationalisation. « L'avenir du e-commerce algérien est prometteur, à condition de conjuguer innovation, régulation et ouverture à l'international », conclut Djamel Toumiat, qui appelle à une mobilisation conjointe des acteurs publics et privés pour faire de ce secteur un véritable moteur de croissance et de diversification économique.

CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE

200 TPE mis en service à Bechar

La banque Crédit Populaire d'Algérie (CPA) de Bechar a installé et mis en service 200 terminaux de paiement électronique (TPE), dont 40 depuis le début de l'année 2025, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de cet établissement bancaire. L'objectif de cette opération, qui a touché divers opéra-

teurs commerciaux et économiques de la région, est de numériser et sécuriser les transactions commerciales à travers la wilaya, a indiqué le directeur du même établissement bancaire, Hicham Derouiche. En plus des opérateurs commerciaux et économiques publics et privés de la région, qui ont bénéficié de ce ser-

vice bancaire, le secteur des professions libérales, comme les notaires, a également été équipé de ces dispositifs de paiement électronique, a-t-il précisé. A l'échelle nationale, le CPA poursuit ses efforts pour améliorer l'accès à ses différents services bancaires et compte, actuellement, 12.185 TPE, activés à travers tout le

territoire national, tandis que son réseau de distributeurs automatiques de billets (DAB) compte, pour l'instant, 224 unités dans le pays, contribuant efficacement aux transactions commerciales quotidiennes de sa clientèle, tout en renforçant l'accessibilité des citoyens aux services bancaires, selon la même source.

TRIBUNAL D'ARZEW

10 ans de prison ferme à l'encontre de deux individus impliqués dans la spéculation sur les bananes

Le tribunal d'Arzew près la Cour d'Oran a prononcé une peine de dix (10) ans de prison ferme à l'encontre de deux individus impliqués dans une affaire de spéculation illicite sur les bananes, indique, lundi, un communiqué du procureur de la République près ce tribunal. "En application des dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'Arzew

informe que dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite, une Brigade mixte composée de membres de la Brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Arzew et d'éléments de la Brigade mobile des douanes de la même ville, a procédé, le 6 septembre 2025, à l'arrestation des dénommés Bouaza Hamid, âgé de 38 ans, et Baghir Mohamed, âgé de 35 ans, en flagrant délit, à bord d'un camion transportant une quantité importante

de bananes destinée à la spéculation illicite, dont le poids est estimé à 1122 kg", précise la même source. "Les deux suspects ont été présentés le 8 septembre 2025 devant le parquet du tribunal d'Arzew et déferés à la chambre correctionnelle, conformément à la procédure de comparution immédiate pour le délit de spéculation illicite. Suite à quoi, l'affaire a été ajournée, avec le

placement des accusés en détention provisoire", ajoute le communiqué. "En date du 22 septembre 2025, une peine de dix ans de prison ferme a été prononcée à l'encontre des deux accusés, assortie d'une amende ferme d'un million de dinars, avec la confiscation des marchandises saisies, outre la publication du jugement dans un journal national".

SOUTIEN AUX ÉCOLIERS EN SITUATION DE HANDICAP

Ooredoo, les Scouts et le MCA unissent leurs efforts

Fidèle à sa politique de responsabilité sociétale et dans la continuité de ses actions solidaires, Ooredoo Algérie, en partenariat avec les Scouts Musulmans Algériens, et le Mouloudia Club D'Alger, a organisé, le lundi 22 septembre 2025, une opération de remise de cartables et de fournitures scolaires au profit d'enfants nécessiteux et en situation de handicap. L'événement s'est tenu au siège de l'Association des Handicapés Moteurs "El Amel

oua 3amel" à Bab El Oued, au lendemain de la rentrée scolaire, afin d'accompagner ces écoliers à vivre une rentrée digne et réussie. Dans une ambiance conviviale et empreinte d'émotion, les enfants ont eu la surprise de rencontrer quelques joueurs du Mouloudia Club d'Alger (MCA), venus partager des moments chaleureux et égayer cette journée solidaire et exceptionnelle. Cette opération s'inscrit dans le prolongement de la caravane nationale de so-

lidarité lancée le 16 septembre dernier par Ooredoo Algérie et les Scouts Musulmans Algériens, afin de distribuer des cartables aux enfants des quatre coins du pays. À travers ces actions complémentaires, des milliers d'écoliers bénéficient d'un accompagnement concret leur permettant d'aborder la rentrée scolaire dans des conditions optimales. En unissant leurs efforts, Ooredoo Algérie, les Scouts Musulmans Algériens et le

Mouloudia Club d'Alger traduisent concrètement leur volonté de soutenir les populations les plus vulnérables et d'encourager l'inclusion, notamment en faveur des enfants en situation de handicap. À travers cette initiative, Ooredoo Algérie réaffirme son engagement à promouvoir l'éducation, l'égalité des chances et les valeurs citoyennes, contribuant ainsi à l'épanouissement et à l'avenir des jeunes générations.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LIGNE MINIÈRE EST ET EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D’ANNABA

Nécessité de respecter les délais de réalisation

Dans le cadre du suivi rapproché des projets structurants du secteur des Travaux publics, le ministre Abdelkader Djellaoui a multiplié, du 22 au 23 septembre 2025, les visites de terrain dans les wilayas d’Annaba, Guelma et Souk Ahras, avec comme objectif, inspecter les chantiers liés au mégaprojet du phosphate intégré et dynamiser les travaux pour respecter les délais de livraison fixés par les plus hautes autorités du pays.

Par Réda Hadi

Annaba, le ministre a supervisé le projet d’extension du port phosphatier, un maillon stratégique de la future chaîne logistique destinée à l’exploitation et à l’exportation du phosphate. L’opération, confiée à un groupement algéro-chinois, prévoit l’allongement de la digue principale de 1 400 mètres, la construction d’un quai de 1 600 mètres sur 16 mètres de profondeur, le dragage du bassin ainsi que l’aménagement de 82 hectares de zones arrière. Lancé en mars 2024, ce chantier avance à un rythme soutenu, mais certaines contraintes techniques subsistent. Le ministre a exhorté les entreprises à trouver rapidement des solutions et a annoncé la création d’un comité central de suivi, ainsi qu’un calendrier de contrôle rigoureux sur le terrain. Par ailleurs, le ministre des travaux publics a insisté sur la portée économique de cette infrastructure soulignant que «L’extension du port d’Annaba est essentielle pour diversifier l’économie nationale et renforcer les capacités d’exportation de l’Algérie». Cette réalisation devrait, à terme, améliorer la compétitivité du pays sur les marchés inter-

nationaux des engrais et générer d’importantes recettes en devises. Poursuivant sa tournée, le ministre s’est rendu dans la wilaya de Souk Ahras où il a inspecté le tronçon Oued Kebrit-Dréa de la ligne minière Est, long de 30 km. Ce segment fait partie du projet de modernisation et de dédoublement de la ligne ferroviaire reliant Annaba à Bled El-Hadba (Tébessa) sur 422 km. Le responsable a annoncé que ce tronçon sera achevé avant fin décembre 2025, soit dans les délais contractuels. Sur place, il a également visité la plateforme des faisceaux de voies de la commune d’Ouilen et a vérifié l’état d’avancement des travaux de la RN16 reliant Souk Ahras à Mechroha sur 17 km. Il a exhorté les entreprises à renforcer leurs moyens humains et matériels afin de garantir la livraison du projet dans les délais prévus, soit avant la fin du second semestre 2026. À Guelma, Djellaoui a focalisé son attention sur le tronçon ferroviaire Annaba-Bouche-gouf, long de 54 km, confié à l’entreprise publique Cosider. Ce segment, vital pour l’acheminement du phosphate et des produits transformés, sera réceptionné avant la fin de l’année. Le ministre a donné des instructions

fermes à l’ANESRIF et aux entreprises de réalisation pour accélérer le rythme et rattraper les retards constatés sur certaines sections. Le ministre n’a pas manqué de rappeler que l’achèvement de la ligne minière Est, subdivisée en quatre sections, jouera un rôle déterminant dans l’optimisation du transport du minerai, tout en améliorant la vitesse et la régularité des convois. « Ce projet stratégique est suivi de très près par les plus hautes autorités de l’État », a-t-il souligné. En marge de cette visite, Djellaoui a exprimé son mécontentement face aux retards accusés par les projets de dédoublement des RN20 et RN16, dont les travaux stagnent depuis plusieurs années. Des décisions urgentes seront prises cette semaine pour relancer les chantiers et donner un nouveau souffle à ces infrastructures vitales pour la circulation des personnes et des marchandises dans l’Est algérien. À travers ces visites, le ministre confirme la volonté des pouvoirs publics de faire du phosphate intégré un levier majeur de développement économique et d’intégration régionale, en misant sur des infrastructures modernes et performantes.

DIVERSIFICATION, NUMÉRIQUE ET ZONES SPÉCIALES

Les clés d’une nouvelle gouvernance économique

Par Sirine R

Invité de la Radio nationale (Chaîne 1), l’expert en économie Abderrahmane Hadeff a livré une analyse approfondie des priorités de la nouvelle équipe gouvernementale et des réformes nécessaires pour inscrire l’Algérie dans une dynamique de développement durable. Son intervention a mis en lumière plusieurs leviers stratégiques, allant de la valorisation du travail à la mise en place de zones économiques spéciales, en passant par la refonte de la gouvernance économique. Pour l’expert, la première responsabilité du gouvernement consiste à replacer le citoyen au centre de l’action publique. « Aujourd’hui, la première tâche est de redonner toute sa valeur au travail », a-t-il affirmé, en insistant sur l’importance de créer de nouveaux emplois, d’améliorer les conditions de vie et de protéger le pouvoir d’achat. Il a rappelé que la réussite de la rentrée scolaire et universitaire constitue « un premier test pour la crédibilité de l’action gouvernementale », car elle reflète la capacité de l’État à répondre aux attentes sociales immédiates. Sur le plan économique, l’intervenant a estimé que des progrès ont été réalisés pour améliorer le climat de l’investissement, mais il appelle à « adopter une approche nouvelle et tirer profit des expériences mondiales réussies ». Pour illustrer ses propos, il a cité l’exemple du foncier économique, un dossier sensible qui freine encore de nombreux projets : « Il est de-

venu impératif de résoudre ce problème avec une méthode innovante, en s’inspirant du modèle des zones économiques spéciales ». Selon lui, ces zones, à l’image de l’expérience chinoise, « peuvent devenir de véritables moteurs de croissance et hisser le secteur industriel à un niveau supérieur ». La Chine, rappelle-t-il, « a bâti son essor économique en créant cinq zones spéciales qui l’ont propulsée au rang de puissance mondiale ». Au-delà de l’outil industriel, Hadeff a appelé à une refonte de la gouvernance publique. « Nous devons casser le modèle des tours d’ivoire, où chaque ministère agit isolément, pour adopter un modèle plateforme, où tous les secteurs coopèrent au même niveau et interagissent sous la coordination de la Primature », explique-t-il. Et d’ajouter : « Nous devons être capables de mobiliser nos efforts de manière coordonnée pour attirer les investissements, qu’ils soient locaux ou étrangers. Car un secteur qui agit seul ne pourra obtenir des résultats réels ». Il a insisté également sur la nécessité de définir clairement les responsabilités et d’éviter les chevauchements : « Il est crucial de fixer une ligne de démarcation des missions, afin qu’un responsable sache où commence et où s’arrête son rôle ». Par ailleurs, l’invité de la radio a identifié quatre secteurs stratégiques. Il s’agit en premier lieu de l’industrie qui doit redevenir « la locomotive de la diversification économique », en portant sa contribution au PIB au-delà des 10 % visés par le prési-

dent de la République. Le commerce extérieur, appelé quant à lui à se transformer pour soutenir les exportations et rationaliser les importations. « Nous devons améliorer notre balance commerciale par une gestion plus intelligente des flux », a-t-il dit, en citant également la transition énergétique et l’économie numérique, désormais incontournable : « Le numérique n’est plus un choix mais une nécessité. Il doit contribuer entre 10 et 20 % du PIB national, comme le prévoit la stratégie nationale de transformation digitale ». Il a rappelé que dans certains pays comme la Chine, « 42 % du PIB provient du numérique, soit plus de 7 000 milliards de dollars », un exemple qui démontre l’importance de ce secteur comme levier transversal pour la compétitivité de toutes les branches économiques. L’expert reconnaît les avancées obtenues ces dernières années : une croissance supérieure à 4 %, un recul de l’inflation, des réserves de change confortables, ainsi que plus de 15 000 projets enregistrés auprès de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement. Mais il avertit : « Ces résultats ne doivent pas conduire à l’autosatisfaction. Nous devons relever le plafond de nos ambitions ». Et de conclure : « L’Algérie est déjà le troisième pays africain en termes de taille économique, mais notre objectif stratégique doit être de rejoindre le rang des économies émergentes. Cela exige une gouvernance intelligente, durable et orientée vers les résultats ».

PREMIÈRE CITADINE ÉLECTRIQUE « MADE IN ALGERIA »
Un projet algéro-chinois en préparation à Batna

Par M. A.

La transition énergétique franchit un nouveau cap en Algérie. La wilaya de Batna s’apprête à accueillir le premier projet de fabrication de voitures électriques, fruit d’un partenariat entre l’entreprise algérienne la SARL Économie Moderne Auto et un constructeur chinois. Cette initiative traduit la volonté du pays d’entrer de plain-pied dans l’ère de la mobilité propre, tout en jetant les bases d’une industrie automobile nationale à vocation africaine et européenne. L’annonce a été faite par Ismaïl Abdennour, président-directeur général de l’entreprise algérienne, qui a confirmé la conclusion d’un accord de principe avec un partenaire chinois. Le site retenu pour le futur complexe se situe à Ras El Ayoun dans la wilaya de Batna, sur un terrain à vocation non agricole. Deux modèles de petite taille sont à l’étude pour la circulation urbaine. Le premier est une citadine entièrement électrique, offrant une autonomie de 200 km extensible à 350 km. Le second est un véhicule hybride essence-GPLC, conçu pour être abordable et pratique, avec un réseau de pièces détachées fourni par des sous-traitants locaux. « Notre ambition est de lancer une voiture algéro-chinoise portant une véritable empreinte locale, symbole d’un choix stratégique vers la transition énergétique et le renforcement du tissu industriel national », a affirmé Ismaïl Abdennour au media « Echourouk », soulignant que ce projet représente un « rêve ancien qui commence à se concrétiser ». Parallèlement à ce projet, la SARL Économie Moderne Auto accélère le développement de sa production de réservoirs GPLC. L’entreprise prévoit de porter sa capacité à 92 000 unités par an afin de couvrir une part importante de la demande nationale, avant de viser l’export. Ces réservoirs répondent à des normes de sécurité élevées. M. Abdennour insiste également sur les atouts du GPLC, un « carburant plus propre et plus économique que l’essence, qui allonge la durée de vie des moteurs ». Au-delà de la voiture électrique, ce projet illustre la stratégie algérienne de diversification industrielle et énergétique, où le GPLC constitue une étape de transition vers l’électrique et l’hybride. Pour la SARL Économie Moderne Auto, il s’agit d’un levier industriel majeur qui devrait contribuer à réduire la facture d’importation, renforcer la souveraineté énergétique et projeter l’Algérie comme un acteur émergent de la mobilité propre.

LE MINISTRE DU
COMMERCE EXTÉRIEUR
REÇOIT
L'AMBASSADEUR
CHINOIS EN ALGÉRIE

Examen des
moyens de
renforcer la
coopération
économique

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, lundi, l'ambassadeur chinois en Algérie, M. Dong Guangli, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération économique entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. La rencontre qui s'est tenue au siège du ministère a porté sur "l'état des relations économiques et commerciales entre les deux pays et les perspectives de leur développement, à la lumière des liens historiques et des intérêts communs unissant l'Algérie et la Chine". Les deux parties ont affirmé, à cette occasion, "leur volonté commune de renforcer la coopération bilatérale et d'œuvrer à encourager les initiatives à même d'ouvrir de plus larges perspectives", ajoute le communiqué. L'ambassadeur chinois a félicité le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations pour le succès de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) abritée par l'Algérie, et pour la "bonne organisation et les recommandations pertinentes qui reflètent la dynamique de l'économie algérienne et son ouverture sur la coopération régionale et internationale", précise le document.

ECONOMIE MONDIALE

L'OCDE relève sa prévision de croissance à 3,2% pour 2025

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a relevé mardi sa prévision de croissance pour l'économie mondiale en 2025, à 3,2% à la faveur d'une résilience plus forte que prévu de l'activité au cours du premier semestre. L'économie mondiale a résisté un peu mieux que prévu à la forte augmentation des droits de douane imposée par les Etats-Unis, a indiqué l'OCDE dans un rapport actualisant ses dernières prévisions pour l'année 2025. L'Organisation se rapproche ainsi de sa prévision de croissance remontant à décembre,

lorsqu'elle s'attendait à une progression du PIB mondial de 3,3% pour cette année. Pour 2026 en revanche, la prévision est encore bien inférieure, de 0,4 point de pourcentage, à 2,9%. En ce qui concerne l'économie américaine, elle prévoit cette année un ralentissement de la croissance à 1,8%, puis 1,5% l'an prochain, contre une progression du PIB de 2,8% l'an dernier. Quant à la zone euro, la croissance est attendue en 2025 en légère hausse de 0,2 point par rapport aux prévisions de juin de l'OCDE, à 1,2%, et en baisse de 0,2 point

pour 2026 à 1%. Parmi les facteurs d'optimisme pour cette année, la production industrielle a progressé davantage sur les six premiers mois de l'année que son rythme moyen en 2024 dans la plupart des économies avancées, a fait savoir l'OCDE. En outre, "les effets des relèvements des droits de douane ne se sont pas encore fait pleinement sentir, du fait que l'application de nombreux changements est échelonnée et que les entreprises répercutent dans un premier temps une partie des majorations sur leurs marges", ajoute l'organisation.

SELON UNE ÉTUDE

Les banques financent davantage les énergies fossiles que les EnR

Les grandes banques mondiales ont accordé plus du double de financements aux énergies fossiles qu'aux énergies présentées comme "soutenables" entre 2021 et 2024, selon une étude publiée mardi par plusieurs ONG dont Reclaim Finance. L'analyse, menée aux côtés d'autres structures comme WWF, Urgewald et Rainforest Action Network, "montre que les 65 plus grandes banques (...) ne sont pas sur la bonne voie pour financer la transition énergétique", écrivent ses auteurs. A l'échelle

mondiale, les grands établissements bancaires (HSBC, JP Morgan, Santander...) ont accordé sur la période 1.368 milliards de dollars de financements aux énergies comme l'éolien ou le solaire, contre plus du double (3.285 milliards de dollars) aux énergies fossiles. Autrement formulé, pour un dollar consacré au financement des énergies fossiles, seulement 42 cents sont alloués à la transition énergétique. Ce ratio est loin d'être en phase avec les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE),

selon les ONG, ni avec les ambitions de l'Accord de Paris sur le climat de 2015, destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à limiter le réchauffement climatique. L'étude retient le périmètre d'énergies dites "soutenables", un terme plus restrictif que la catégorie des énergies renouvelables selon Reclaim finance, car excluant par exemple la bioénergie ou certains projets hydroélectriques. Cela peut expliquer des écarts avec les données des banques elles-mêmes, quand elles les publient.

MONNAIE

L'euro stable avec des données économiques encourageantes

L'euro est resté stable mardi, conservant ses gains de lundi face au dollar grâce aux données favorables sur l'activité économique du secteur privé, selon l'indice PMI Flash publié mardi par S&P Global pour la zone euro. Calculé sur la base de sondages d'entreprises, ce baromètre s'est établi à 51,2 en septembre, contre 51 en août. Il s'agit du neuvième mois consécutif de

hausse, et d'un sommet depuis 16 mois. Au-dessus de 50, l'indice reflète une progression de l'activité. Cette donnée appuie l'impression d'une "dynamique sous-jacente positive" évoquée par Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), plus tôt dans le mois. La monnaie unique grappillait 0,04% face à la devise américaine, à 1,1808 dollar pour un euro, et prenait de 0,08% face à la livre britannique, à 87,41 pence pour un euro. Le dollar est également atone. Le marché scrute les prochains discours des membres du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) pour tenter de prédire la politique

monétaire à venir des Etats-Unis. Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Jerome Powell, doit parler plus tard dans la journée, mais les marchés sont plus intéressés par "les opinions d'autres membres du FOMC à ce stade", évoque Francesco Pesole, analyste chez ING. Depuis le début de l'année, le cours du dollar s'est dévalué d'environ 12% face à l'euro, mais les cambistes semblent attendre un nouveau facteur pour poursuivre cette tendance. L'or poursuit quant à lui sa progression, avec une hausse à peine moins forte que celle de lundi, lui permettant d'atteindre un nouveau record à plus de 3.785 dollars l'once.

APN

Le Parlamen salue l’adhésion de l’Algérie à l’AIPA

Le Parlement centraméricain (Parlacen) a adressé un message officiel de félicitations au président de l'Assemblée populaire nationale (APN) et président de l'Union parlementaire arabe, M. Brahim Boughali, à l'occasion de l'adhésion de l'Algérie en tant que membre observateur unique au sein de l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA), indique mardi un communiqué de l'APN. Dans une lettre signée par le secrétaire exécutif du Parlamen, M. H.D. Edgar Sis, ce dernier a salué ce "succès significatif" pour la diplomatie parlementaire algérienne et un "accomplissement qui représente une étape majeure dans l'élargissement des canaux de dialogue et de coopération régionale,

et dans le renforcement des liens entre nos pays", précise le texte. Le Parlamen, à travers son organe législatif régional basé à Guatemala City, a également réaffirmé son engagement à "poursuivre le renforcement de la coopération dans le cadre de la diplomatie parlementaire, convaincu que cet effort commun contribuera à l'intensification de la coopération, à l'ancrage de la paix et au soutien du développement durable, au bénéfice des peuples de nos régions respectives", ajoute la même source. Cet hommage illustre la reconnaissance croissante du rôle de l'Algérie comme acteur incontournable sur la scène parlementaire internationale, grâce à sa politique d'ouverture et de dialogue, souligne l'APN.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	3,80	6,72	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 409,00	1400,00	-0,54	-0,68	-1,12	9,00	5,56	11818	16 545 200,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-2,67	-1,44	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,38	-0,08	10,82	5,51	2062	4 678 678,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,17	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	384,00	0,00	-0,14	-4,73	3,63	5,47	32	12 288,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ¹ دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	110	125	96	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Raisin	215	277	152	العنب	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Hospitalia Expo met en lumière les ambitions de l’Algérie

La 3^e édition du Salon Hospitalia Expo a été inaugurée ce mardi par le ministre de l’Industrie pharmaceutique, le Dr Wassim Kouidri, à l’Hôtel Sheraton Club des Pins à Alger. Cet événement, qui se poursuivra jusqu’à jeudi, réunit plus de 3 000 participants, parmi lesquels des professionnels de la santé, des étudiants, des industriels et des chercheurs, autour de conférences, de symposiums et d’une grande exposition dédiée à l’innovation médicale et pharmaceutique.

Par Mourad A.

Bien plus qu’un simple rendez-vous professionnel, ce salon marque une étape clé pour l’industrie pharmaceutique nationale, en mettant en avant la volonté de l’Algérie de renforcer sa souveraineté sanitaire et d’ouvrir sa production aux marchés régionaux et africains. Lors de son allocution inaugurale, le ministre Wassim Kouidri a souligné la portée stratégique de cette rencontre : « Ce salon reflète la volonté du président Abdelmadjid Tebboune de bâtir un système de santé moderne, intégré et souverain ». Il a précisé que la production locale assure désormais 81 % des besoins en médicaments des hôpitaux algériens, un chiffre qui illustre les avancées significatives du secteur. Le ministre a également tenu à rassurer l’opinion publique : « Contrairement aux rumeurs, seulement 7 produits connaissent actuellement une rupture, et non 40 ou 50 », confirmant la solidité de l’appareil productif national. De son côté, Abdelouahed Kerrar, président de l’Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP), a salué cette progression remarquable, rappelant qu’en l’espace d’une décennie la couverture du marché national est passée de 20 % à près de 70 %. Toutefois, il a tenu à mettre en garde contre le risque de se limiter à l’auto-suffisance : « Notre objectif ne doit pas être seulement de répondre à la demande intérieure, mais aussi de conquérir des parts de marché à l’exportation, notamment en Afrique ».

L’Algérie dispose en effet d’atouts stratégiques pour devenir un hub pharmaceu-



tique régional : un marché interne de plus de 45 millions d’habitants, une industrie en plein essor et une position géographique privilégiée entre l’Europe et l’Afrique subsaharienne. Le pays mise également sur son intégration dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAf) pour accroître ses échanges intra-africains. Au-delà des chiffres, Hospitalia Expo met en lumière les défis à relever pour hisser l’industrie pharmaceutique algérienne aux standards internationaux. L’accent est placé sur l’innovation, la recherche appliquée et les biotechnologies, ainsi que sur la numérisation des systèmes de gestion et de distribution. Ces évolutions sont considérées comme essentielles pour renforcer la compétitivité du secteur et accéder durablement aux marchés extérieurs. Avec la participation d’institutions publiques, de laboratoires internationaux

et de nombreux établissements de santé, le salon constitue également une plateforme d’échanges. Les conférences et tables rondes offrent un cadre propice à la conclusion de partenariats industriels, à la mise en réseau des acteurs et au partage de savoir-faire entre experts nationaux et étrangers. En définitive, l’édition 2025 de Hospitalia Expo confirme les ambitions de l’Algérie : faire de l’industrie pharmaceutique un levier de développement durable et de souveraineté économique, valoriser les compétences locales et garantir à la population un accès élargi à des soins de qualité. L’Algérie n’entend plus se limiter au rôle de simple consommateur, mais aspire à devenir producteur, exportateur et acteur régional majeur dans le domaine pharmaceutique et technologique de la santé.

PHARMACIE

Saidal et le Nigeria s’allient pour un marché de 100 millions \$

Par S R.

Le Groupe Saidal a franchi une nouvelle étape dans sa stratégie d’internationalisation. Lundi dernier, le leader algérien de l’industrie pharmaceutique a signé un mémorandum d’entente avec une importante délégation nigériane, consacrant le renforcement de la coopération bilatérale entre l’Algérie et le Nigeria dans le domaine pharmaceutique. La cérémonie officielle, organisée au siège de la direction générale du Groupe, s’est déroulée en présence de Mme Nabila Benygzer née Ouaret, présidente-directrice générale de Saidal, de **M. Kabiru Ahmed Argungu**, président de la Chambre de commerce et d’industrie algéro-nigériane (N-ACCI), de **M. Abderrahmane Massaab**, représentant et membre fondateur de la N-ACCI, ainsi que de plusieurs cadres dirigeants du Groupe.

L’accord prévoit la dynamisation des exportations de produits pharmaceutiques Saidal vers le marché nigérian, pour une valeur estimée à 100 millions de dollars. Il porte également sur le transfert de savoir-faire et de technologies, ouvrant la voie à de futures coopérations industrielles dans la production locale et la distribution de médicaments. Mme Benygzer a souligné que cet accord « traduit la volonté de Saidal de s’ouvrir davantage au continent africain, en accompagnant les besoins croissants en solutions pharmaceutiques sûres et accessibles ». Ce mémorandum s’inscrit dans la continuité du Salon du commerce intra-africain (IATF), où l’Algérie avait déjà affiché son ambition de renforcer ses échanges économiques avec ses partenaires africains. En choisissant le Nigeria, première économie du continent et marché stratégique de plus de 220 millions d’habitants, Saidal confirme son rôle de

champion national à vocation régionale. De son côté, M. Kabiru Ahmed Argungu a salué cette initiative, affirmant que « le secteur pharmaceutique représente un axe prioritaire pour la coopération économique entre l’Algérie et le Nigeria, avec un fort potentiel de croissance et d’intégration industrielle ». Au-delà des retombées commerciales, cet accord illustre la volonté commune des deux pays de bâtir une industrie pharmaceutique africaine intégrée et compétitive, capable de réduire la dépendance vis-à-vis des importations extra-continentales et de répondre aux besoins de santé publique de leurs populations. Avec ce partenariat, Saidal consolide son positionnement sur le marché africain et confirme sa stratégie de diversification, tandis que le Nigeria bénéficie d’un partenaire industriel de confiance pour accompagner sa politique nationale de santé et de développement économique.

HYDRAULIQUE

Derbal insiste sur la nécessité de réaliser les projets sectoriels dans les délais impartis

Par R E.

Le ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal, a insisté, mardi, sur la nécessité d’accélérer la cadence de réalisation des projets sectoriels dans les délais impartis, afin d’améliorer le service public de l’eau, indique un communiqué du ministère. M. Derbal a présidé une réunion de travail consacrée au suivi de l’état d’exploitation des barrages et de l’avancement des opérations et des projets de développement relevant de l’Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), et ce en présence des cadres du ministère, du directeur général de l’Agence et du directeur central des réalisations pour l’Est, précise la même source. A cette occasion le ministre a insisté sur "la nécessité d’accélérer la cadence de réalisation des projets en cours, d’intensifier le suivi sur le terrain et de lever tous les obstacles susceptibles d’entraver leur avancement". L’objectif principal, selon le ministre, demeure la concrétisation de ces projets sur le terrain et dans les délais impartis, de manière à contribuer à l’amélioration et au développement du service public de l’eau", conclut le communiqué.

UNIVERSITÉ D’ALGER 2 Inauguration de l’institut Confucius pour l’enseignement de la langue chinoise

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a procédé, mardi à l’Université d’Alger 2 "Abou Al Kacem Saâdallah", à l’inauguration de l’institut Confucius pour l’enseignement de la langue chinoise, dans une démarche qui vise à renforcer la coopération académique et scientifique et l’échange culturel entre l’Algérie et la République populaire de Chine. La cérémonie d’inauguration s’est déroulée en présence de l’ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, du président de l’association d’amitié algéro-chinoise, M. Smail Debeche, du recteur de l’université d’Alger 2, Said Rahmani, ainsi que de représentants de la communauté universitaire des deux pays. Lors d’une allocution prononcée à cette occasion, M. Baddari a souligné que cette nouvelle réalisation vise à "renforcer la coopération culturelle et scientifique entre l’Algérie et la Chine", et reflète également "l’ouverture de l’université algérienne sur son environnement international". Après avoir rappelé l’ouverture, au cours de la précédente année universitaire, d’un département de la langue chinoise à l’université d’Alger 2, le ministre a estimé que l’institut Confucius constituera "un nouveau jalon dans le renforcement du jumelage entre les universités algériennes et leurs homologues chinoises". A son tour, l’ambassadeur chinois a indiqué que l’inauguration de cet institut est "un moment historique dans le processus de consolidation des relations séculaires entre les deux pays, liés par une amitié profonde".

EL-OUED

Plus de 2.500
nouveaux postes de
formation pour la
session d’octobre

Plus de 2.500 nouvelles places de formation, toutes formules confondues, seront offertes dans la wilaya d'El-Oued au titre de la rentrée de la formation professionnelle, session d'octobre 2025, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP).

Ces postes ont été prévus sur la base de conventions signées par le secteur de la formation avec des entreprises et institutions publiques en vue de satisfaire les besoins du marché local de l'emploi, a expliqué le DFEP, Mohamed Bouziane. L'offre de formation est scindée en deux segments de formation, diplômante et qualifiante.

La formation sanctionnée d'un diplôme d'Etat cible quatre (4) modes de formation, en l'occurrence la formation résidentielle (850 postes), l'apprentissage (713), la formation passerelles (158) et les cours du soir (70), a précisé le responsable. La formation qualifiante touche sept (7) modes de formation, dont celle destinée aux bénéficiaires de l'allocation chômage (433 postes), la femme au foyer (164), la formation en milieu rural (160), les établissements privés (144), la pré-qualification (60), les personnes aux besoins spécifiques (30) et les cours du soir (16), a-t-il ajouté.

Le secteur verra cette saison l'ouverture de 16 filières de formation englobant 88 spécialités dispensées au niveau des différents établissements de la formation pour répondre aux besoins du marché local de l'emploi.

Le secteur de la formation dispose dans la wilaya d'El-Oued de 19 établissements publics, à savoir deux (2) instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle, 13 centres de formation professionnelle et d'apprentissage et quatre (4) annexes de formation, en plus de cinq (5) établissements privés agréés.

UNIVERSITÉ DE BOUIRA

Réception de nouvelles
infrastructures avant fin 2025

De nouvelles infrastructures seront réceptionnées à l'Université Akli Mohand Oulhadj (UAMO) de Bouira avant la fin de l'année 2025, a annoncé lundi le recteur de l'université, Ali Larguet.

"Nous comptons réceptionner plusieurs nouvelles infrastructures avant la fin de l'année, dont 2000 places pédagogiques et 15 laboratoires de recherche scientifique", a déclaré le recteur de l'université lors de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année universitaire (2025-2026), se félicitant des "efforts consentis par toutes les parties concernées, et qui ont permis à notre université de jouer un rôle prépondérant dans le développement socio-économique de la wilaya".

Une piscine semi-olympique et une salle omnisport, dont les travaux de réalisation sont toujours en cours, seront également réceptionnées avant la fin de l'année, a-t-il ajouté.

L'UAMO compte actuellement plus de 21 500 étudiants, 834 enseignants et plus de 700 employés.

La nouvelle rentrée universitaire à Bouira est marquée par l'ouverture d'une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS), suite à une convention signée entre l'UAMO et la direction de l'Education nationale.

L'annexe accueillera, dès ce mois de septembre, la première promotion d'étudiants, dans le but de renforcer le secteur de l'éducation nationale en enseignants. "Nous travaillons également pour l'ouverture d'une annexe de la Faculté de médecine d'Alger à l'université de Bouira, afin de répondre aux besoins du secteur de la santé et des populations de

la wilaya en matière de prise en charge médicale", a fait savoir M. Larguet. Pour renforcer son rôle dans le développement économique local et national, l'université de Bouira s'est vue dotée de plusieurs autres structures dont un incubateur, dédié à l'accompagnement des jeunes entrepreneurs et porteurs de projets innovants, conformément à la politique de promotion des start-ups en Algérie.

Un "data center" a également été inauguré au sein de l'Université AKli Mohand Oulhadj, dans le cadre des efforts de l'Etat visant à moderniser et à numériser l'université.

NÂAMA

Lancement prochain d’une opération de réhabilitation
des oasis de palmiers à Moghrar

Une opération de réhabilitation des palmeraies des zones de "Moghrar" et de "Kalâat Cheikh Bouâmama", dans la commune de Moghrar, au sud de la wilaya de Nâama, sera lancée, prochainement, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction des Services agricoles de la wilaya. Cette opération vise à renforcer les ressources d'irrigation agricole, à restaurer les seguias et les canaux du système d'irrigation traditionnel "foggara", utilisés

pour la distribution de l'eau dans les vergers des agriculteurs, ainsi qu'à éliminer les séquelles des récentes perturbations climatiques, du sable et du limon, et à nettoyer les deux oasis, qui s'étendent sur une superficie d'environ 40 hectares et produisent plusieurs variétés de dattes, dont "El-Feggous", "Aghras" et "Lahmira", entre autres, ont précisé les mêmes services. Le projet comprend, outre les travaux de nettoyage et de désensablement des deux

oasis, la restauration et le renouvellement des parties endommagées du réseau d'irrigation, ainsi que l'appui aux agriculteurs de ces zones par l'octroi gratuit de 1.500 boutures de palmiers, dans le cadre des efforts visant à préserver la vocation agricole de cet espace et à assurer sa durabilité, compte tenu de l'importance de l'oasis sur les plans écologique et économique, a fait savoir la même source. Le secteur de l'agriculture dans la wilaya de Nâama re-

cense environ 70 agriculteurs bénéficiant de superficies variables à travers les oasis de la commune de Moghrar. L'état des palmiers y a été affecté, ces dernières années, par des facteurs liés à la sécheresse et au vieillissement (sénescence) d'un grand nombre d'entre eux, ayant nécessité la mise en place de mécanismes assurant leur renouvellement et leur réhabilitation.

BEJAÏA

16 établissements scolaires raccordés à l’électricité et au gaz

Seize établissements scolaires, tous paliers confondus, ont été raccordés au réseau d'électricité et de gaz par les services de la Sonelgaz -distribution de la wilaya de Bejaïa en prévision de la rentrée scolaire 2025/2026, a indiqué un communiqué de la direction concer-

née. Les établissements scolaires concernés par le raccordement sont implantés au chef-lieu de wilaya, au nouveau pôle urbain de Sidi Boudrahem et Ighzer Ouzarif, à El Kseur, Timezrit, Darguina, Draa El Gaid, Ighil Ali, Aokas et Souk El Tenine, a

précisé la même source. Les services de la Sonelgaz ont affirmé avoir pris toutes les dispositions nécessaires, en réalisant ces raccordement "en un temps record", pour "permettre aux écoliers d'étudier dans de meilleures conditions".

Ils ont réitéré, à cet effet, leur volonté de poursuivre leurs efforts dans le but de "concrétiser de nombreux projets relevant de différents secteurs vitaux, en cohérence avec le développement socio-économique observé par la wilaya", note le même communiqué.

ILLIZI

Un concours de la meilleure exploitation agricole de la wilaya

Un concours de sélection de la meilleure exploitation agricole, et d'élevage, de la wilaya d'Illizi a été lancé par la Chambre locale de l'Agriculture, a-t-on appris lundi des organisateurs.

Initiée en coordination avec la direction locale des Services agricoles (DSA), cette manifestation, impliquant les exploitations agricoles et d'élevage camelin, caprin et ovin, vise à créer une ambiance de compétition

entre les agriculteurs et les éleveurs, en plus de promouvoir les filières et produits agricoles et d'élevage, en vue de contribuer à la réalisation de l'auto-suffisance alimentaire et d'impulser la dynamique économique locale, a affirmé à l'APS le secrétaire général de la Chambre agricole, Tahar Sahnoun. Les agriculteurs candidats doivent remplir, selon le même responsable, les conditions de participation, à savoir l'exercice effectif d'activités agri-

coles dans les filières précitées, la détention de la carte de "Fellah" pour l'année courante et de documents justifiant leurs propriétés des terres exploitées (titre de concession, décision de mise en valeur, acte de vente, titre de qualification, bail de location en vigueur daté d'au moins de trois ans), a-t-il précisé. S'agissant des critères de participation pour les éleveurs, ils doivent avoir effectué le recensement de leur cheptel,

disposer d'un certificat de vaccination du bétail caprin et ovin, de fournir une demande personnelle de participation et de remplir un formulaire, selon la même source. Cette manifestation a pour objectif d'encourager les agriculteurs et les éleveurs, en vue d'améliorer la production locale et de développer les potentialités agricoles et rurales de la wilaya.

L’avenir de l’emploi passe par les technologies numériques

Au Kenya, un agriculteur utilise des applications mobiles pour obtenir en temps réel des conseils sur les récoltes, consulter les prix du marché et entrer directement en contact avec des acheteurs et des banques. En Indonésie, une entrepreneuse reçoit des commandes de repas et organise les livraisons via les réseaux sociaux.

Par CHRISTINE ZHENWEI QIANG ;
STÉPHANE STRAUB Et LEORA KLAP-
PER

En Jamaïque, un petit hôtelier propose ses chambres sur des plateformes de réservation en ligne. À Dakar, une vendeuse ambulante vend des bijoux faits main dans toute l’Afrique avec un simple smartphone. Et à Manille, un étudiant enseigne les mathématiques à des lycéens dans des zones reculées via une plateforme d’apprentissage en ligne. Ces exemples deviennent la nouvelle norme alors que le modèle traditionnel de l’emploi salarié se transforme rapidement. Des millions de personnes redéfinissent les contours du travail en tirant des revenus d’une activité indépendante ou à la demande. Les plateformes numériques comme Junia, Shopee, Uber et Upwork sont au cœur de cette transformation, en permettant à leurs utilisateurs de gagner des clients, gérer leurs entreprises et recevoir des paiements, le tout à portée de main.

La plupart des travailleurs peuvent désormais recevoir des versements directement sur un compte courant (a), ce qui donne accès à d’autres services financiers comme des produits d’épargne et d’assurance, tout en rendant possibles des modes de versement innovants pour les prestations sociales.

Les nouvelles données du rapport Global Findex 2025 (a) mettent au jour les tendances à l’œuvre au carrefour de la technologie et de l’inclusion financière. Elles permettent aussi d’évaluer dans quelle mesure les pays sont suffisamment préparés pour tirer parti des opportunités offertes par l’économie des emplois numériques.

La connectivité, le socle indispensable aux opportunités

L’accès à ce nouveau monde du travail commence par la connectivité. Le rapport Global Findex révèle que 84 % des adultes dans les pays à revenu faible et intermédiaire possèdent un téléphone mobile, et trois fois sur quatre, il s’agit d’un smartphone. Sachant que 90 % des utilisateurs d’internet y accèdent via un terminal mobile, les smartphones constituent aujourd’hui le principal moyen d’accès à des services numériques générateurs de revenus dans ces pays. Les données montrent également que 6 % des adultes ont une activité rémunératrice en ligne, ce chiffre dépassant les 10 % en Asie de l’Est-Pacifique (hors Chine). Les réseaux sociaux jouent un rôle croissant dans cette évolution. Près de la moitié des adultes des pays à revenu faible et intermédiaire, soit 80 % des internautes, utilisent désormais les plateformes sociales non seulement pour des usages personnels, mais aussi de plus en plus pour y effectuer des activités informelles de commerce électronique et de marketing numérique.



Les services financiers numériques, leviers de croissance et de résilience

Il ne suffit pas toutefois de disposer d’une connexion internet pour réussir : les travailleurs indépendants ont également besoin de pouvoir accéder à des services financiers numériques. Les canaux de paiement électronique permettent aux entrepreneurs de commercialiser leur offre, d’effectuer des transactions et de gérer leur entreprise, simplement munis de leur téléphone.

L’utilisation de services financiers dématérialisés se développe rapidement chez les consommateurs des pays à revenu faible et intermédiaire : 80 % des titulaires d’un compte courant ont effectué ou reçu des paiements numériques au cours de l’année écoulée. Et ce n’est pas tout, les dernières données Global Findex montrent que : environ 40 % des adultes paient leurs factures en ligne ; plus d’un tiers font des achats en ligne ; les paiements numériques marchands (en magasin ou en ligne) ont considérablement augmenté depuis 2021, pour concerner désormais plus de 40 % des adultes. L’acceptation des paiements numériques, via un compte d’argent mobile, un QR code ou une application bancaire, protège non seulement les payeurs contre les risques de vol, mais contribue aussi à constituer des historiques de transactions. Ces informations permettent aux entreprises de mieux suivre leurs flux de trésorerie, mais facilitent aussi leur accès à d’autres instruments financiers, et notamment au crédit, car elles peuvent servir d’indicateur de solvabilité (a) aux prêteurs. Cette piste pourrait aider à réduire la dépendance des travailleurs indépendants aux prêts informels, sachant que 17 % d’entre eux y ont actuellement recours pour financer leurs entreprises. Cet écosystème numérique favorise en outre la résilience financière. Le versement des revenus sur un compte numérique facilite l’épargne, ce qui permet de se constituer un fonds de réserve pour des

investissements futurs ou en cas de choc économique (perte de contrats ou dommages causés par une tempête, par exemple). La part des adultes ayant déposé leurs économies sur un compte d’épargne a grimpé de 24 à 40 % depuis 2021. Cette forte progression s’explique en grande partie par la généralisation des services bancaires mobiles, qui permettent de mettre de côté de petites sommes d’argent à un coût plus abordable et plus fréquemment.

Cette épargne peut ensuite être réinvestie dans les entreprises ou mise à profit pour acquérir de nouvelles compétences. De fait, 26 % des adultes des pays à revenu faible et intermédiaire (soit près de la moitié des utilisateurs d’internet) se forment en ligne, multipliant ainsi leurs chances d’améliorer leurs services ou de s’engager sur de nouveaux marchés.

Des écarts critiques

Le potentiel est immense, mais les obstacles considérables. Concernant la connectivité, les manques sont encore criants, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Les données sur les actifs matériels recueillies par le bureau de l’économiste en chef Infrastructures de la Banque mondiale font état d’une répartition profondément inégale des infrastructures numériques à travers le monde. Les pays à revenu faible et intermédiaire abritent 77 % des abonnés à la téléphonie mobile dans le monde, mais ne disposent que de 30 % des antennes relais déployées sur le globe, et l’écart ne cesse de se creuser. La situation est encore pire sur le plan de la qualité : moins de 5 % des antennes de réseaux mobiles dans les pays à faible revenu sont équipées de la 4G ou de la 5G, contre 40 % dans les pays à revenu élevé. Cette situation est aggravée par le manque de liaisons numériques internationales. Près de la moitié des pays à faible revenu disposant de câbles sous-marins dépendent d’un ou deux points d’atterrissage seulement, ce qui les expose aux

risques de panne. La répartition mondiale des data centers illustre l’ampleur du défi : selon l’édition 2025 du Digital Progress and Trends Report (à paraître), les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur détiennent respectivement 0,2 % et 6 % de la capacité mondiale des centres de données.

En raison de tous ces obstacles, des millions de personnes n’ont toujours pas un accès régulier à internet et aux smartphones. Ces disparités sont particulièrement marquées chez les jeunes, les habitants des zones rurales et les personnes appartenant aux 40 % des revenus les plus faibles. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, le taux de possession d’un smartphone chez les femmes est inférieur de 9 points de pourcentage (a) à celui des hommes. En cause, principalement, le frein du prix. En Afrique subsaharienne, le coût d’un smartphone d’entrée de gamme peut représenter jusqu’à 73 % du revenu mensuel moyen d’un ménage pauvre (a).

Au-delà des problèmes d’accès, il est indispensable de renforcer la culture numérique et la sécurité. Par exemple, 40 % des adultes qui possèdent un téléphone portable dans les pays à revenu faible et intermédiaire n’utilisent pas de mot de passe pour protéger leur appareil — cela concerne notamment la moitié des titulaires de comptes d’argent mobile en Afrique subsaharienne. Une législation robuste en matière de protection des consommateurs et un environnement réglementaire inclusif sont essentiels pour garantir que tous les travailleurs indépendants puissent participer en toute sécurité à l’économie numérique.

L’avenir de l’emploi est numérique. Il est crucial de répondre à tous ces enjeux qui touchent à l’accès et aux usages pour libérer pleinement le potentiel du travail numérique et permettre aux travailleurs indépendants de réussir dans cette nouvelle ère.

Source : <https://blogs.worldbank.org/fr/> ;
publié 15/09/2025

EGYPTE

L'usine de textile
Hengsheng à 70
millions \$ désormais
opérationnelle

En juillet 2024, les autorités égyptiennes ont officiellement lancé le projet de construction d'une usine financée par la société chinoise Zhejiang Hengsheng, au nord-est du Caire. Celui-ci devrait à terme créer 1300 emplois directs dans l'économie. Samedi 20 septembre 2025, les autorités égyptiennes ont inauguré l'usine de textile Hengsheng, a-t-on appris d'un communiqué publié par le service d'information du gouvernement.

Officiellement lancé en 2024 avec un investissement de 70 millions \$ de la Chine, l'usine implantée dans la zone industrielle de West Qantara abrite sur 20 ha des unités de teinture, de transformation et d'impression de tissus et de différents produits textiles. Si le premier impact de ce nouveau projet sera un renforcement de la production locale de textile et donc une augmentation de la valeur ajoutée du secteur, il devrait également créer 1300 emplois directs apprend-on.

A travers la zone économique du canal de Suez (SCZone) à laquelle est affiliée la zone industrielle de West Qantara, les autorités égyptiennes tentent de renforcer le tissu industriel du pays non seulement pour créer de la valeur ajoutée au sein de l'économie, mais également pour doper les exportations et renforcer les réserves de changes. Dans le secteur des textiles et vêtements, elles ciblent ainsi un objectif de 10 milliards \$ d'exportations par an, pour 1 million d'emploi généré d'ici fin 2025. Selon le Premier ministre égyptien, Moustafa Madbouli, dont les propos ont été relayés par le service d'information du gouvernement, l'inauguration de ce projet industriel « reflète la confiance des grandes entreprises internationales dans l'économie égyptienne, et le succès de l'État dans la création d'un environnement d'investissement attractif basé sur l'intégration des équipements et des infrastructures aux projets industriels ». Rappelons que d'après les projections formulées par Chen Song Fu, président de la société chinoise, l'usine une fois opérationnelle devrait être en mesure de générer des recettes de 300 millions \$ par an.

TUNISIE

Kaïs Saïed insiste
sur la lutte contre la corruption
et l'économie parallèle

Le président de la République, Kaïs Saïed, a multiplié les messages fermes lors de ses audiences du 22 septembre au palais de Carthage. Reçue par le chef de l'État, la cheffe du gouvernement Sarra Zaafrani Zenzri a abordé avec lui plusieurs dossiers prioritaires, dont la rentrée scolaire et universitaire, la lutte contre la corruption, l'amélioration du transport public et la réhabilitation des établissements éducatifs à travers le pays.

Le président a souligné la nécessité de remédier aux carences constatées dans certaines régions, notamment en matière de transport scolaire et universitaire, en insistant sur l'entretien et la mise à niveau des infrastructures éducatives.

Sur un ton plus politique, Kaïs Saïed a adressé un message à ceux qu'il a qualifiés de « dénonciateurs de l'intérieur et de l'extérieur », les accusant d'avoir « tendu des pièges dans lesquels ils sont eux-mêmes tombés ».

Selon lui, le peuple tunisien reste pleinement conscient de ces manœuvres et sait que « ces acteurs persistent à se croire au-

dessus de la loi et de la reddition des comptes ».

Dans une autre audience, le président a reçu Khaled Nouri, ministre de l'Intérieur, Mourad Saidane, directeur général de la Sûreté nationale, et Hassine Gharbi, directeur général commandant de la Garde nationale. Il leur a réaffirmé que la lutte contre la spéculation, l'accaparement et la hausse artificielle des prix ne devait pas se limiter à des campagnes ponctuelles annoncées au journal télévisé, mais constituer une politique d'État permanente.

Kaïs Saïed a exigé des résultats concrets et quotidiens, au bénéfice des agricul-

teurs comme des consommateurs. Il a appelé à repenser les circuits de distribution, longtemps contrôlés par ce qu'il a décrit comme des « réseaux criminels du monopole et de la faim ».

Le président a aussi insisté sur la sécurisation des écoles et des lycées, en particulier face au fléau du trafic de drogue. Selon lui, ces réseaux s'attaquent directement à l'État tunisien et cherchent à miner la société.

Les forces de sécurité ont été appelées à renforcer la vigilance autour des établissements éducatifs pour préserver la jeunesse.

DUBAÏ, RIYAD ET ABOU DHABI

Parmi les villes les plus riches du Moyen-Orient

Riyad, Abou Dhabi et Dubaï font partie des cinq villes les plus riches du Moyen-Orient, et les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite enregistraient également une richesse privée combinée de 1,4 billions de dollars américains en 2020, selon la société de recherche New World Wealth. L'organisme de recherche basé en Afrique du Sud et couvrant 90 pays, a déclaré que la richesse totale détenue par les particuliers au Moyen-Orient s'élevait à environ 4,3 billions de dollars américains. « Il y a 970 centi-millionnaires vivant au Moyen-Orient, chacun avec un actif net de 100 millions de dollars ou plus, tandis que 75 milliardaires vivent dans la

région ». Marquant un changement majeur, les EAU ont désormais la richesse par habitant la plus élevée de la région, soit 89 000 dollars EU, devant le Qatar, Israël et la Turquie, selon le rapport. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont également enregistré une croissance de la richesse privée. Au cours des 10 dernières années, la richesse privée au Qatar, en Turquie et en Iran a diminué respectivement de -18%, -40% et -32%, tandis qu'aux EAU, la croissance de la richesse privée se montait à 24% et en Arabie saoudite à 3%, selon le rapport. En décembre 2020, Dubaï abritait 54.540 particuliers fortunés (HNWI ou High Net Worth Individuals), tandis

qu'Abou Dhabi et Riyad en comptaient respectivement 19.273 et 14.283 HNWI. Avec la richesse vient la croissance de l'industrie du luxe. Le New World Wealth a déclaré que le secteur du luxe au Moyen-Orient génère des revenus d'environ 18,0 milliards de dollars par an. "Ce chiffre comprend: les voitures de luxe, les vêtements et accessoires de luxe, les montres de luxe, les jets privés, les yachts et les hôtels de luxe." Bien que 30e ville la plus riche du monde, Dubaï est le principal hub de luxe du Moyen-Orient. Le secteur du luxe de Dubaï génère un chiffre d'affaires d'environ 7,0 milliards de dollars par an. La plupart de ces produits sont

générés par les voitures de luxe et les hôtels de luxe. Le secteur de la mode de luxe à Dubaï est également très important, la plupart des plus grandes marques mondiales de vêtements de luxe ayant des magasins dans le Dubaï Mall et le Mall of the Emirates. Environ 440 milliards de dollars américains de patrimoine HNWI du Moyen-Orient sont liés à des sociétés de gestion de patrimoine. Les EAU sont le plus grand centre de gestion de patrimoine de la région avec des actifs sous gestion (ASG) de 110 milliards de dollars américains, suivis par Israël avec des actifs sous gestion d'environ 95 milliards de dollars américains.

NOUAKCHOTT (MAURITANIE)

Atelier national sur l'évaluation et la révision du Code national
des marchés publics

Le ministre des Affaires économiques et du Développement, M. Abdallah O Souleymane O CHEIKH SIDIA, accompagné du gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie, M. Mohamed Lemine Dhehbi, a présidé lundi après-midi l'ouverture de l'atelier national sur l'évaluation et la révision du Code national des marchés publics et du système de passation des marchés de la Banque centrale. Cet atelier s'inscrit dans le cadre d'une stratégie conjointe entre le ministère des Affaires économiques et du Développement et la Banque centrale de Maurita-

nie, visant à examiner la réforme en cours du système de passation des marchés publics. Cette réforme traduit la volonté indéfectible de la Mauritanie de renforcer ses efforts pour consolider la transparence et la redevabilité des acteurs publics et améliorer la performance de l'administration publique. Dans son discours, le ministre des Affaires Économiques et du Développement a expliqué que l'organisation de ces concertations aujourd'hui, avec la participation de représentants des différents acteurs de la passation des marchés publics, des commissions de passation des

marchés, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers, représente un choix délibéré du gouvernement visant à mener une réforme efficace, impulsée par les acteurs de la passation des marchés. Elle offre également des solutions concrètes à tous les acteurs confrontés aux défis rencontrés sur le terrain.

Il a ajouté que ce forum s'inscrit directement dans la mise en œuvre du programme de Son Excellence le Président de la République, « Mon Ambition pour la Nation », qui place la bonne gouvernance et l'efficacité des travaux publics

au cœur des priorités nationales, et que le gouvernement du Premier ministre s'emploie à mettre en œuvre. Il a salué le rôle joué par la Banque Centrale de Mauritanie et ses équipes dans le soutien continu qu'elles apportent à cette mission, en tant qu'institution pivot du pays. La Banque Centrale a également choisi de s'engager résolument dans le processus de réforme et de modernisation, ayant adopté des pratiques exemplaires en matière de passation des marchés depuis près d'un an et disposant d'un système électronique de passation des marchés performant.

NIGERIA

Seplat envisage un investissement de 3 milliards \$ sur 5 ans

Alors qu'elle a finalisé en décembre 2024, l'acquisition des actifs pétrogaziers précédemment exploités par Exxon Mobil, la compagnie nigériane, Seplat Energy a augmenté ses investissements. Elle souhaite désormais produire l'équivalent de 200 000 b/j, soit une hausse d'environ 50 % sur cinq ans.

Dans sa présentation aux investisseurs du jeudi 18 septembre, la société nigériane Seplat Energy envisage jusqu'à 3 milliards de dollars d'investissements sur cinq ans pour développer les actifs acquis en 2024 auprès d'ExxonMobil pour environ 1,28 milliard de dollars. Dans un contexte où les résultats semestriels publiés en mars dernier font état de dépenses prévues bien plus modestes, comprises entre 260 et 320 millions de dollars pour 2025, ce développement soulève la question de la capacité de l'entreprise à financer un tel programme. Les états financiers mettent en évidence une dette nette de 897,8 millions de dollars fin 2024, ramenée à 676,3 millions de dollars au 30 juin 2025, avec une trésorerie de 419,4 millions de dollars à la même date. En 2024, les activités de Seplat ont généré près de 384 millions de dollars de trésorerie. Ces éléments montrent que Seplat peut



couvrir une partie de ses projets sur fonds propres et dispose encore de marges pour emprunter. Cependant réunir 3 milliards

de dollars reste un défi qui nécessitera un étalement pluriannuel et, potentiellement, des financements externes. Au-delà de Seplat, plusieurs majors pétrolières internationales ont cédé leurs actifs nigériens à terre et en eaux peu profondes ces dernières années, notamment Shell, qui a finalisé en 2024 la vente de son portefeuille à Renaissance Africa Energy. Ces opérations illustrent un transfert progressif de ces actifs vers des acteurs locaux. Pour l'État nigérien, une part croissante des recettes d'exportation dépend de la performance de ces compagnies. Selon l'Autorité nigérienne de régulation du pétrole amont (NUPRC), les pertes liées au vol et aux défauts de comptage s'élevaient encore à environ 9600 barils par jour au terme du mois de juillet 2025, tout de même leur plus bas niveau depuis 2009. Seplat prévoit, selon son plan stratégique 2026-2030, de forer entre 120 et 150 puits et de valider jusqu'à trois nouveaux projets gaziers.

B+ AVEC PERSPECTIVE STABLE

Enjeux et implications de la 1re notation souveraine de la Guinée par S&P

Standard & Poor's a attribué à la Guinée une note B+ à long terme, avec perspective stable. Cette première notation place le pays ouest-africain sur le radar des investisseurs internationaux, tout en posant les bases d'un futur recours aux marchés. L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a attribué pour la première fois le jeudi 18 septembre 2025 une note souveraine à la Guinée : B+ à long terme et B à court terme, avec une perspective stable. Cette notation qui place le pays dans la catégorie « spéculative » (non investment grade) marque surtout une étape historique, ce dernier rejoignant le cercle des

États africains évalués par les grandes agences internationales. Cette reconnaissance fait apparaître la Guinée sur les radars des investisseurs et constitue une première marche pour accéder à des financements internationaux.

Les indicateurs qui ont pesé dans cette notation

S&P fonde sa notation sur plusieurs indicateurs macroéconomiques, la croissance attendue reposant principalement sur le secteur minier. La Guinée est déjà le premier producteur mondial de bauxite et s'apprête à renforcer sa position dans le fer grâce au projet Simandou, annoncé

comme l'un des plus grands gisements au monde. L'agence projette une croissance moyenne du PIB proche de 10% entre 2026 et 2028. La situation budgétaire et monétaire a aussi pesé dans l'analyse : le déficit public est projeté sous la barre des 3% du PIB pour la période 2025-2028, la dette publique est estimée à 44% du PIB en décembre 2024, et l'inflation ramenée à 3,5% actuellement après un pic supérieur à 11% entre 2020 et 2022. En parallèle, le pays a récemment achevé un exercice de rebasage de son PIB qui a permis de prendre en compte de secteurs jusque-là peu ou mal maîtrisés. Le PIB nominal

de 2024 a été révisé à la hausse de près de 50%, soit 36,3 milliards USD, avec un taux d'endettement revu à la baisse à 30,5% du PIB en décembre 2024. Enfin, les discussions en cours avec le FMI pour un nouveau programme apportent un cadre de réformes et une crédibilité supplémentaire. La note B+ reste spéculative, mais elle offre une visibilité qui pourrait faciliter l'accès de Conakry aux marchés financiers internationaux, avec des conditions de financement plus favorables que par le passé. Une émission obligataire souveraine sur les marchés internationaux pourrait ainsi être envisagée dans les prochains mois.

SÉNÉGAL

Dakar autorise les importations d'oignon jusqu'en décembre 2025

Au Sénégal, l'oignon est le principal légume cultivé, consommé et commercialisé. En dépit d'une production record annoncée pour 2025, la progression est encore insuffisante pour couvrir convenablement la demande sur le marché intérieur toute l'année. Le Sénégal ouvre son marché aux importations d'oignon entre le 19 septembre et le 31 décembre 2025. Cette décision, prise par le ministère de l'Industrie et du Commerce en collaboration avec l'Agence de Régulation des Marchés (ARM) et l'Interprofession Oignon du Sénégal (IPOS), vise à garantir un approvisionnement régulier et adéquat du marché intérieur. « Avec l'épuisement des stocks locaux constaté, il apparaît nécessaire de garantir un approvisionnement régulier et adéquat du marché intérieur », peut-on lire dans une circulaire signée par le ministre Serigne Guèye Diop. Cette annonce suggère également que la production locale, qui était estimée à 450 000 tonnes, a permis de couvrir les besoins du marché local sur les neuf premiers mois de l'année. Pour son approvisionnement sur le marché international, le Sénégal devrait se tourner vers ses fournisseurs traditionnels. Les données compilées sur la plateforme Trade Map indiquent par exemple que le pays d'Afrique de l'Ouest a importé 177 803 tonnes du bulbe, d'une valeur de 39 millions \$ en 2024. Dans le détail, 89,8 % de ce stock, soit 155 000 tonnes d'oignons, provenait des Pays-Bas, tandis que le reste de la demande a été couvert par des achats depuis le Maroc, la Chine et les autres pays de l'Union européenne.

CÔTE D'IVOIRE-MCC

Un nouveau programme de 322 millions \$ pour l'énergie

Dans sa stratégie de développement, la Côte d'Ivoire s'est fixé pour objectif d'atteindre un taux de couverture électrique de 100% d'ici fin 2025. Toutefois, le pays reste confronté à d'importants défis, dont la fourniture en continu. La Côte d'Ivoire recevra 322,5 millions \$ des États-Unis dans le cadre d'un « Compact régional pour l'énergie » signé avec l'agence américaine Millennium Challenge Corporation (MCC). L'annonce a été faite le mercredi 17 septembre 2025, par le gouvernement ivoirien. Ce programme vise à consolider la position du pays comme hub énergétique

en Afrique de l'Ouest. Il prévoit notamment l'installation de 150 MW de batteries de stockage, la modernisation du réseau électrique et le renforcement des institutions du secteur. « Ce Compact, dont l'objet principal est de développer les échanges d'énergie électrique dans la sous-région, vient conforter la position de leadership de la Côte d'Ivoire dans ce domaine. Ce n'est pas un simple programme de développement, c'est une grande alliance entre bâtisseurs de progrès », a déclaré le Premier ministre, Robert Beugré Mambé. Dans sa stratégie nationale, la Côte d'Ivoire s'est fixé pour objectif d'atteindre

un taux de couverture électrique de 100% d'ici fin 2025. Pour y parvenir, l'État a engagé un investissement global de 6800 milliards FCFA sur la période 2014-2030. Ce plan inclut la réalisation de grandes infrastructures et des programmes à caractère social, tels que le Programme national d'électrification rurale (PRONER) et le Programme Électricité pour Tous (PEPT). Selon les chiffres officiels, ces initiatives ont permis de faire passer le taux de desserte de 27,9 % en 2013 à 65 % en 2022. Malgré ces avancées, la fourniture continue d'électricité reste un défi. L'augmentation de 10% du prix de

l'électricité en janvier 2024 a illustré la fragilité du modèle économique des opérateurs. Le gouvernement a justifié cette hausse par un déséquilibre financier, marqué en 2023 par une perte d'exploitation estimée à 161 milliards FCFA. Notons que ce nouveau Compact intervient après un premier accord conclu en 2017 avec le MCC, clôturé en août 2025. Ce précédent programme avait mobilisé plus de 500 millions de dollars pour moderniser les infrastructures éducatives et routières, et pour renforcer l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP).

GRÂCE À LA HAUSSE DES TITRES DE L'ÉNERGIE ÉOLIENNE ET AU REBOND DE LA TECHNOLOGIE

Les actions européennes progressent

Les actions européennes ont augmenté mardi, menées par les titres de l'énergie éolienne après une décision de justice américaine favorable au danois Orsted, tandis que les actions technologiques se sont remises de leurs pertes initiales.

L'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX était en hausse de 0,5% à 556,3 points à 0848 GMT, la plupart des bourses régionales étant également en hausse. Les actions françaises. FCHI étaient en tête avec une hausse de 1%. Les actions d'Orsted ORSTED.CO ont bondi de 7% après qu'un juge fédéral américain ait statué que le développeur danois d'éoliennes offshore peut reprendre le travail sur le projet presque terminé au large de la côte de Rhode Island. "Nous considérons qu'il s'agit d'un développement favorable", a déclaré Laura Cooper, stratège en investissement mondial chez Nuveen, qui a des perspectives favorables sur le secteur de l'énergie propre. Le fabricant d'éoliennes Vestas VWS.CO et son homologue allemand Nordex NDXG.DE ont également gagné environ 3% chacun. Les détaillants .SXR.P ont grimpé de 2%, stimulés par un bond de 17,1% du dis-

tributeur de bricolage Kingfisher KGFL après qu'il ait relevé ses perspectives de bénéfices pour l'ensemble de l'année . Le groupe irlandais Kingspan KSPI a bondi de 10,2% après l'annonce d'un projet d'introduction en bourse de 25% de son unité de centres de données ADVNSYS, qui pourrait permettre au fabricant de matériaux de construction de se libérer de ses dettes. ASM International ASMI.AS a chuté de 1,9 % après que le fabricant d'équipements pour puces ait réduit son objectif de chiffre d'affaires pour le second semestre 2025. L'indice technologique plus large .SX8P a augmenté de 0,6 %, inversant les pertes initiales après que les actions technologiques de Wall Street aient gagné la nuit, Nvidia ayant déclaré qu' il investirait jusqu'à 100 milliards de dollars dans OpenAI et lui fournirait des puces pour centres de données. Les actions européennes, qui ont surpassé leurs homologues américaines au début de l'année 2025 grâce à des gains

liés à la défense, sont depuis restées à la traîne, l'optimisme en matière d'intelligence artificielle ayant stimulé les géants américains de la technologie. Le S&P 500 .SPX a gagné près de 14 % depuis le début de l'année, contre environ 9,5 % pour le STOXX 600. Le secteur des soins de santé .SXD.P a baissé de 0,5%, les actions du fabricant de médicaments Roche ROG.S et de Novartis NOVN.S ayant baissé d'environ 1% chacune. Une enquête a montré que l'activité économique de la zone euro a progressé à son rythme le plus rapide en 16 mois et une lecture séparée a montré que l'activité en Allemagne a progressé à un rythme accéléré.

L'activité économique française s'est toutefois contractée au cours de la même période, tandis que les entreprises britanniques ont fait état d'une perte de dynamisme et de confiance. La banque centrale suédoise a réduit son taux directeur de 2 % à 1,75 % et a déclaré que les taux devraient rester inchangés pendant un certain temps. Les actions suédoises .OMXSPI étaient en hausse de 0,9%. Plus tard dans la journée, les commentateurs des responsables de la Réserve fédérale seront sur le radar, y compris le président Jerome Powell pour évaluer la trajectoire des taux de la banque centrale américaine après avoir réduit les taux d'intérêt la semaine dernière.

BOURSE ZURICH

Les indices redémarrent en fin de matinée

La Bourse suisse repartait de l'avant mardi à l'approche de la mi-journée, après avoir connu un passage à vide dans les premiers échanges. L'agenda conjoncturel et entrepreneurial demeure relativement dégarni, en attendant l'examen périodique jeudi de la politique monétaire helvétique. L'indice des responsables d'achats en zone euro a pris un peu d'embonpoint en septembre, passant de 51,0 à 51,2 points. "Le rétablissement conjoncturel demeure fragile," observe Thomas Gitzel, économiste en chef chez VP Bank. L'évolution des commandes notamment laisse augurer une période difficile pour la production au cours des prochains mois, poursuit l'expert. A 11h06, le Swiss Market Index (SMI) égarait 0,09% à 12'117,83 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,04% à 1991,29 points. Le Swiss Performance Index (SPI) perdait 0,16% à 16'796,41 points. Sur les trente principales valorisations, quinze progressaient, quatorze reculaient et UBS hésitait encore sur la direction à adopter. La banque UBS (+0,2%) a résolu un ancien litige fiscal en France et versera au total 835 millions d'euros (780,7 millions de francs suisses) pour mettre un terme à ce dossier portant sur la période entre 2004 et 2012. Le fournisseur de matériaux de construction Amrize (+1,9%), concentré sur le marché nord-américain, avait abandonné les rênes

de la course à Swatch Group (+2,2%). La lanterne rouge échoyait désormais au laboratoire dermato-cosmétique Galderma (-2,1%), sans indication particulière, juste derrière les poids lourds pharmaceutique Roche (bon -1,4%) et Novartis (-1,0%). Ces derniers ont échoué la veille au soir à trouver un terrain d'entente avec le Conseil fédéral sur l'attitude à adopter face à la menace des droits de douane étasuniens, à moins d'une semaine de la date fatidique fixée par Trump pour un abaissement volontaire des prix des médicaments aux Etats-Unis. Le spécialiste de l'audition Sonova (-0,7%) était ballotté par un commentaire peu amène de la part de JPMorgan. Le paquebot alimentaire veveysan Nestlé (+0,5%) jouait de son côté les contrepoids L'opérateur historique de télécommunications Swisscom (-0,3%) pâtissait mollement d'une recommandation à la vente formulée par Kepler Cheuvreux. Sur le marché élargi, Santhera décrochait de 8,7%. Si le laboratoire de Pratteln a nettement accru ses recettes sur les six premiers mois de l'année, la dépense a suivi une courbe plus marquée encore, l'obligeant à monétiser de manière prématurée les dernières redevances restantes sur les ventes de son traitement de la myopathie de Duchenne en Chine et aux Etats-Unis.

PARIS

Profite d'un rebond après la publication des indices PMI

La Bourse de Paris débute la séance en hausse mardi, après la publication des enquêtes PMI en zone euro, alors que les marchés d'actions américains ont établi de nouveaux records hier soir. L'indice CAC40 avance de 1% vers 7908 points. La séance en Europe est principalement rythmée par les résultats préliminaires des enquêtes mensuelles réalisées auprès des directeurs d'achats (PMI) sur l'activité dans le secteur privé des principales économies du Vieux Continent. Le secteur privé de la zone euro a poursuivi sa croissance au mois de septembre en dépit d'une stagnation

des nouvelles commandes. Son indice 'flash' composite, qui mesure l'activité dans le secteur privé, s'est ainsi redressé à 51,2 ce mois-ci, contre 51, marquant un plus haut de 16 mois. Après s'être quasiment stabilisée en août, la conjoncture du secteur privé français s'est de nouveau dégradée en septembre. L'indice PMI composite 'flash' compilé par la banque allemande Hamburg Commercial Bank s'est ainsi replié à 48,4 ce mois-ci, contre 49,8 en août, s'enfonçant bien en-dessous de la barre des 50 points témoignant d'une contraction de l'activité. 'L'économie mondiale devient de plus en plus difficile à lire', pré-

vient cependant Michael Kramer, le fondateur de Mott Capital Management. 'Les indicateurs s'entrechoquent et donnent parfois des signaux contradictoires', souligne-t-il. 'Aux Etats-Unis, par exemple, les marchés boursiers battent des records alors même que l'emploi montre des signes de faiblesse et que l'inflation progresse', s'inquiète le stratège. 'Les investisseurs attendent donc avec impatience de voir ce que réserve le mois de septembre, dans l'espoir d'y trouver un peu plus de clarté', explique-t-il. Les investisseurs attendent égale-

ment dans l'après-midi la publication de l'indice PMI manufacturier aux Etats-Unis, anticipé en baisse mais toujours au-dessus du seuil de 50 synonyme d'une expansion de l'activité. Pour le reste de la semaine sont attendus Outre-Atlantique des indicateurs sur le marché de l'immobilier (mercredi), le marché du travail et la croissance au deuxième trimestre (jeudi) puis la statistique mensuelle de l'inflation au sens du PCE (vendredi), sans compter les nombreuses interventions prévues par les membres de la Fed. La journée sera ainsi marquée par le discours sur les perspectives écono-

miques que tiendra Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale, au cours d'un déjeuner organisé par la Chambre de Commerce de Providence à Rhode Island. 'Autant de facteurs qui pourraient soit prolonger la hausse des marchés d'actions, soit inciter les investisseurs à prendre leurs bénéfices', avertit Michael Kramer, chez Mott Capital. Du côté des résultats, Micron publiera ce soir ses comptes trimestriels, ce qui permettra aux opérateurs d'obtenir de nouveaux signaux sur la poursuite de la croissance de l'IA, ou sur d'éventuels signes de ralentissement.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Septembre 2025
Valeur : 22 Septembre 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.0448	129.0598
1	EUR	EURO		152.6213	152.6777
1	GBP	POUND STERLING		175.9302	175.9506
100	JPY	JAPANESE YEN		87.7319	87.7480
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1561	18.1600
1	CHF	SWISS FRANC		163.5756	163.7191
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.6532	93.6845
1	DKK	DANISH KRONE		20.4593	20.4646
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8943	13.8985
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.1331	13.1375
1	AED	UAE DIRHAM		35.1314	35.1393
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.4009	34.4086
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.0977	423.2857
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.3885	44.8346
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3824	14.3841
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9295	24.0523
1	MRU	MAURITANIAN OUGUYA		3.2319	3.2419
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7919	177.7919

GUERRE COMMERCIALE

La croissance américaine va ralentir à 1,5% en 2026, son rythme le plus faible depuis 2009

L'activité américaine connaîtra son coup de frein le plus marqué depuis la crise de 2008 selon les prévisions de l'OCDE. L'activité mondiale résiste mieux que prévu jusqu'ici, mais les droits de douane et les tensions géopolitiques devraient accentuer le ralentissement l'an prochain.

Dans un univers partagé entre guerres commerciales, tensions géopolitiques et inflation persistante, la croissance mondiale en 2025 a étonnamment bien résisté, souligne le rapport de l'OCDE sur les Perspectives Économiques publié mardi. De Pékin à São Paulo, les usines ont continué à tourner, la consommation a tenu le coup, aidée en Chine par des subventions. Et les États-Unis ont profité d'un nouvel essor des investissements, notamment grâce à l'Intelligence artificielle. Mais, les failles se creusent. La hausse des droits de douane, les tensions sur le marché du travail et l'incertitude politique élevée laissent présager un ralentissement, prévoient les économistes de l'institution basée à Paris. La progression de l'activité mondiale devrait reculer, très légèrement, de 3,3 % en 2024 à 3,2% cette année, avant de chuter encore à 2,9 % en 2026.

Ralentissement américain

Surtout, aux États-Unis, la croissance devrait ralentir, de 2,8 % l'an dernier à 1,8% en 2025 et seulement 1,5 % en 2026. Soit le rythme le plus faible depuis la récession de 2009 (-2,5%) et celle du Covid (-3,4% en 2020). Hormis, 2011 et 2016 où le PIB n'a progressé que de 1,6%, la croissance américaine était proche de, ou supérieure à 2%. Même ralentis, les États-Unis resteront, selon l'OCDE, plus vigoureux que l'Europe, enlisée dans les tensions commerciales et l'incertitude

politique. La croissance de la zone euro passera de 1,2% cette année à 1% en 2026. La Chine continuera d'enregistrer une croissance plus rapide (4,9 % en 2025 et 4,4 % en 2026) mais son élan s'essouffle à mesure que les droits de douane plus élevés entrent en vigueur et que le soutien budgétaire s'atténue, pointe le rapport.

Anticipation des entreprises

Pour l'instant, le timing a joué dans le bon sens. Les entreprises se sont empressées de faire circuler leurs marchandises à travers les frontières avant que les hausses de droits de douane décidées par Donald Trump ne prennent effet, donnant ainsi un coup de pouce artificiel au commerce mondial. Les lourdes dépenses budgétaires de la Chine ont soutenu la demande intérieure, masquant la faiblesse de son marché immobilier en difficulté. Parallèlement, l'appétit de la Silicon Valley pour les puces électroniques, les infrastructures cloud et la robotique a permis de maintenir les investissements américains. Par ailleurs, «de nombreuses économies émergentes ont enregistré une croissance supérieure aux prévisions». Mais c'est parfois dû à des facteurs particuliers qui ne devraient pas perdurer, comme le bond de la production agricole au Brésil au premier trimestre. Et, la situation évolue. À force de menaces, de reculs et de mise en œuvre partielle, le taux des droits de douane aux États-Unis a fini par at-

teindre atteint près de 20 %, son plus haut niveau depuis la grande crise qui a secoué l'économie mondiale il y a un siècle. Beaucoup d'entreprises ont commencé par absorber ces coûts supplémentaires dans leurs marges. Mais ce coussin de sécurité s'amenuise. Les prix grimpent, la consommation s'essouffle et le chômage commence à augmenter dans certaines économies avancées, souligne l'OCDE qui pointe la «baisse du nombre d'offres d'emploi par rapport au nombre de chômeurs» aux États-Unis.

Le casse-tête de l'inflation Les banques centrales sont désormais confrontées à une tâche plus délicate. La vague désinflationniste qui avait apporté un soulagement l'année dernière s'est atténuée. Elle devrait baisser dans la plupart des économies du G20, l'inflation globale passant de 3,4 % en 2025 à 2,9 % en 2026. Mais, les services, des soins de santé au logement, restent coûteux, et les prix des denrées alimentaires ont recommencé à augmenter, maintenant les ménages sous pression. L'inflation étant toujours supérieure à l'objectif dans de nombreux pays, les décideurs hésitent à assouplir trop rapidement leurs politiques, même si les marchés de l'emploi s'essoufflent. Il en résulte un attentisme délicat, où crédibilité et indépendance sont en jeu. Le maintien de l'indépendance des banques centrales préservera la crédibilité des politiques et réduira la volatilité et la persistance de l'inflation, insiste l'OCDE, en une allusion à peine

UNION EUROPÉENNE /AGRICULTURE

Bruxelles veut couper 2 milliards d'euros d'aides de la PAC à la France

La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a fait part lundi à Bruxelles de sa « profonde incompréhension » sur les montants alloués aux agriculteurs français dans la proposition de budget de l'Union européenne de 2028 à 2034. « Les montants annoncés apparaissent en décalage avec les déclara-

tions de la Commission (européenne) sur l'importance stratégique du secteur agricole pour notre souveraineté. » La Commission européenne annonce un soutien financier conséquent pour les agriculteurs français dans le cadre de la future Politique agricole commune (PAC) La Commission euro-

péenne propose une vaste réforme de la politique agricole commune (PAC) dans le futur budget de l'UE. Elle promet aux agriculteurs français un « minimum » d'aides au revenu de 51 milliards d'euros sur sept ans (soit environ 7,3 milliards d'euros par an) et assure que d'autres fonds européens seront égale-

ment disponibles, à la main des États. Dans la PAC actuelle, la France reçoit quelque 9,3 milliards d'euros par an, soit un total de 65 milliards de 2021 à 2027. Bruxelles considère qu'il n'est pas possible de comparer les 51 milliards d'euros « minimum » à l'avenir et les 65 milliards actuellement.

APRÈS LA CHUTE BRUTALE DU PESO

Les États-Unis préparent une bouée financière pour l'Argentine

Les États-Unis sont prêts à soutenir l'Argentine, quoi qu'il en coûte." C'est avec cette formule, largement inspirée du "whatever it takes" de Mario Draghi, que le secrétaire au Trésor américain Scott Bessent a annoncé que les États-Unis sont prêts à aider financièrement l'Argentine. Selon le secrétaire au Trésor, "ces options peuvent inclure, sans s'y limiter, des lignes de swap, des achats directs de devises et des achats de dette publique libellée en dollars américains auprès du Fonds de stabilisation des changes du Trésor". Il s'agit d'une véritable bouée financière pour l'Argentine, qui vient s'ajouter aux 42 milliards de dollars de

prêts déjà approuvés au printemps dernier par les institutions financières internationales (20 milliards de dollars auprès du FMI, 12 milliards de dollars auprès de la Banque Mondiale, 10 milliards de dollars auprès de la Banque interaméricaine de développement) pour reconstituer les réserves de change du pays et stabiliser la devise. Cette annonce de Washington a immédiatement obtenu l'effet escompté: après plusieurs semaines de panique généralisée sur les actifs argentins, les marchés ont rebondi.

Fortes turbulences en Argentine

Une "panique politique", selon les mots de Javier Milei, s'est en effet em-

parée des marchés argentins ces dernières semaines. Les obligations en dollars avaient perdu une part importante de leur valeur, affectées par la nervosité des investisseurs. La devise nationale, le peso, a elle aussi enregistré une chute brutale, poussant la Banque centrale à brûler 1,1 milliard de dollars de ses réserves en seulement trois jours pour défendre le taux de change. Autant de signaux d'alarme qui ont alerté Washington sur les risques financiers. Ces tensions économiques s'inscrivent dans un contexte de fragilité politique: le président Milei est affaibli par un scandale de corruption au sein de son cercle proche et par une défaite électorale cuisante aux élections lo-

cales de Buenos Aires. Ce revers électoral risque de mettre un coup d'arrêt à la mise en œuvre de l'ambitieux programme économique ultra-libéral du président Milei, symbolisé par la célèbre tronçonneuse, qui prévoit des coupes budgétaires drastiques. Au-delà des slogans, Javier Milei a-t-il encore la force politique pour mener ses politiques et redresser le pays, tout en étant affaibli? C'est désormais la question que se posent les investisseurs, avant la prochaine échéance électorale, celle des élections de mi-mandat prévues à la fin du mois d'octobre.

ROYAUME UNI

Rebond fragile de la croissance

Après une croissance conséquente au 1er semestre 2025, le 2nd semestre devrait marquer un ralentissement (sous le poids de la politique commerciale américaine et de la politique budgétaire britannique). Malgré les risques à la baisse sur le marché de l'emploi et les difficultés dans l'industrie, la croissance retrouverait un rythme plus élevé et stable en 2026 (+0,3% t/t en moyenne) à la faveur de l'assouplissement monétaire. Le policy mix resterait toutefois modérément restrictif, contraignant par l'inflation élevée et les tensions sur les marchés obligataires. Trouver l'équilibre entre consolidation budgétaire et croissance reste un défi au Royaume-Uni. Après un bon 1er semestre (+0,7% t/t au T1 et +0,3% t/t au T2), la croissance serait plus modérée au S2 (+0,1% t/t au T3 et 0,3% au T4), avant une stabilisation de celle-ci proche de son rythme potentiel en 2026 (+0,3% t/t par trimestre). En moyenne annuelle, la croissance décélérerait toutefois entre 2025 (1,3%) et 2026 (1%). 2025 bénéficiant d'un acquis plus favorable. Au rayon des satisfactions, la consommation des ménages augmente depuis quatre trimestres, bien aidée par la progression des salaires réels, même si ces derniers ralentissent (+1,2% a/a en juin). Toutefois la remontée probable du chômage pourrait pénaliser les choix de consommation. Une baisse du taux d'épargne, actuellement élevé par rapport à sa moyenne historique (10,9% du revenu disponible au T1 25) permettrait d'amortir une partie du choc.

Une attaque par ransomware a perturbé les aéroports européens

Ce week-end les aéroports de Berlin, Bruxelles et Heathrow ont dû annuler plusieurs dizaines de vols en raison d'une attaque par rançongiciel sur les systèmes d'enregistrements et d'embarquement de Collins Aerospace. Des mises à jour logicielles sont encore en cours pour rétablir tous les services à la normale.

Grande pagaille ce week-end dans trois aéroports européens suite à une attaque informatique ciblée perturbant depuis vendredi soir une bonne partie du trafic aérien à Berlin, Bruxelles et Heathrow, le plus grand du continent. En Irlande, les aéroports de Dublin et de Cork ont également été touchés mais l'impact sur eux a été qualifié de mineur comme l'indique Reuters. A l'origine de ces incidents, une cyberattaque par ransomware ayant visé Collins Aerospace, éditeur de Muse, un système d'enregistrement et d'embarquement des passagers utilisé par ces aéroports. « Le type de ransomware a été identifié. Les forces de l'ordre ont été saisies pour mener l'enquête », a déclaré l'organisation européenne Enisa dans un communiqué consulté par l'agence de presse. RTX, maison-mère de Collins Aerospace, a déclaré aussi à Reuters samedi avoir « pris connaissance d'une perturbation liée à une cyberattaque » affectant son système dans « certains aéroports ». Ce n'est pas la

première fois que l'éditeur est ciblé par une attaque ransomware, cela avait déjà été le cas en 2023. Le logiciel Muse équipe les comptoirs d'enregistrement mis à disposition des aéroports pour les compagnies aériennes afin d'enregistrer les clients et leurs bagages. Celles-ci ont toujours la possibilité de le faire mais de façon manuelle, ralentissant considérablement le processus de check-in pour les voyageurs qui ne l'avaient pas fait en ligne.

Le secteur aéronautique sévèrement touché par les cyberattaques

Une analyse réalisée par le fournisseur de données aéronautiques Cirium a indiqué que les retards à l'aéroport d'Heathrow étaient « faibles », ceux de Berlin « modérés », tandis que ceux à Bruxelles ils étaient « importants ». Ce dernier a annulé 25 vols samedi (sur 234) et 50 le dimanche (sur 257) afin d'éviter de longues files d'attente et des annulations tardives.



Selon l'agence de presse AP, les compagnies aériennes de cet aéroport ont été invitées à annuler près de 140 de leurs 276 vols au départ prévus pour lundi. Un porte-parole de l'aéroport de Bruxelles a par ailleurs déclaré que Collins Aerospace n'avait pas encore fourni une version sécurisée et actualisée du logiciel nécessaire pour rétablir toutes les fonctionnalités, ce

qui a conduit l'aéroport à demander encore l'annulation de nombreux vols ce lundi.

Collins Aerospace a déclaré aujourd'hui travailler avec 4 aéroports et les compagnies aériennes concernées et être « en phase finale de réalisation des mises à jour logicielles nécessaires. » Un porte-parole de la Commission européenne a déclaré qu'il n'y avait actuellement aucune indication d'une « attaque généralisée ou grave » et que l'origine de l'incident faisait toujours l'objet d'une enquête. Les cyberattaques dans le secteur aéronautique ont augmenté de 600 % au cours de l'année dernière, selon un rapport récent de Thales. La France n'est pas épargnée : cela avait le cas à Pau et à Montpellier. Les attaques ransomware ne sont par ailleurs pas l'apanage de l'aérien : d'autres sont frappés également comme l'industrie automobile avec Jaguar Land Rover ou encore la distribution et Marks & Spencer avec à la clé des pertes de 360 millions d'euros.

PLUS DE TIRS AU TEXAS ?

Ce que change cette nouvelle décision de justice pour SpaceX

SpaceX va largement accélérer les lancements de Starship depuis sa base de Boca Chica dans le Texas, au grand dam des défenseurs de l'environnement. Il y a quelques mois, la Federal Aviation Administration (FAA), agence américaine chargée de réglementer et contrôler l'aviation civile, approuvait l'augmentation du nombre de lancements et d'atterrissages des fusées Starship, les faisant passer de cinq à vingt-cinq tirs annuels. Une décision contestée par des organismes de protection de l'environnement devant les tribunaux, en raison de l'impact néfaste des activités de SpaceX dans la région.

Un sanctuaire naturel fragile

Mais la justice s'est finalement rangée du côté de l'entreprise d'Elon Musk. La semaine dernière, un juge



fédéral a en effet estimé que la FAA avait rempli son obligation légale en effectuant un « examen sérieux » des effets des lancements sur la

faune et la flore locales, comme la loi l'impose. Car la base de SpaceX, devenue une municipalité officielle plus tôt

cette année, se trouve à proximité d'un sanctuaire écologique fragile : une réserve naturelle qui abrite plusieurs espèces protégées. On y trouve des félins rares comme l'ocelot et le jaguarundi, des tortues marines de Kemp, espèce en danger critique d'extinction, ainsi que de nombreux oiseaux migrateurs et de rivage. Problème, les associations reprochent à SpaceX de multiplier ses activités sans évaluation complète des conséquences écologiques. Bruit, pollution lumineuse, trafic routier, déchets, eaux usées... Autant de nuisances qui représentent un danger concret pour les espèces avoisinantes.

Un décret pour assouplir les règles

Ces accusations ne sont pas infondées. Lors d'un décollage en avril 2023, Starship a pulvérisé son pas

de tir, projetant des blocs de béton jusqu'à 10 kilomètres.

L'incident a provoqué un incendie qui a ravagé 1,5 hectare de parc naturel, ainsi que la destruction de plusieurs nids de Colin de Virginie, une espèce d'oiseau originaire d'Amérique du Nord.

Le 13 août dernier, Donald Trump signait, de son côté, un décret visant à « favoriser la concurrence dans l'industrie spatiale commerciale », afin d'assouplir les règles environnementales applicables aux entreprises du secteur.

Le texte pourrait leur permettre d'être dispensées des évaluations environnementales requises par la loi nationale sur la politique environnementale. Ainsi, SpaceX devrait être en mesure de multiplier les vols de Starship, quitte à détruire la nature environnante.

Brèves

Fida : l'UE ferme la porte aux géants américains

Le règlement Fida (Financial Data Access) est une initiative de l'UE pour instaurer un cadre de partage ouvert des données financières entre banques, assureurs et fintechs, sur consentement du client, afin de stimuler l'innovation et la personnalisation des services financiers. Il vise à offrir un accès élargi aux données (comptes, crédits, épargne, assurance) tout en renforçant la sécurité, la confidentialité et le contrôle des citoyens sur leurs informations. Pour préserver la souveraineté numérique européenne et éviter une mainmise des géants américains comme Google, Apple ou Amazon sur les données financières sensibles, l'UE souhaite explicitement les exclure du dispositif Fida selon le Financial Times. Cette position, défendue par l'Allemagne et plusieurs institutions, entend protéger l'écosystème local et limiter les risques de dépendance, de transfert de données hors-UE et d'abus de position dominante.

Des co-CEO pour Oracle

Changement à la direction d'Oracle où Safra Catz cède sa place à un binôme composé de Clay Magouyrk et Mike Sicilia, au poste de co-CEO. Le premier était auparavant en charge de l'activité infrastructure qui est en forte croissance après les récentes annonces de partenariat avec OpenAI (pour un montant de 300 Md\$). Lors des derniers résultats financiers, Safra Catz avait expliqué que les revenus de cette division « augmenteront de 77 % pour atteindre 18 milliards de dollars au cours de cet exercice financier, puis passeront à 32 milliards, 73 milliards, 114 milliards et 144 milliards de dollars au cours des quatre années suivantes ». De son côté, Mike Sicilia a supervisé les applications Oracle pour les secteurs verticaux, de la banque à la distribution. Une activité également en forte croissance poussée par l'intégration des fonctionnalités IA. Oracle précise dans sa communication que Safra Catz devient vice-présidente du conseil d'administration de la société fondée par Larry Ellison. rappelons que cette annonce n'est pas

vraiment une nouveauté chez Oracle si on se souvient du binôme Safra Catz/Mark Hurd

Le prix des mémoires va augmenter

Selon le journal coréen News Daily, Samsung Electronics prévoit d'augmenter les prix des puces de mémoire DRAM et NAND flash. La mémoire la plus touchée est la DRAM avec une hausse des tarifs de 15 à 30%. Elle affectera directement les modules LPDDR4X, LPDDR5 et LPDDR5X. Sur la partie NAND flash, l'inflation devrait être contenue entre 5 et 10%. Cette annonce de Samsung suit de quelques jours celle de Sandisk qui a appliqué une hausse de 10% sur les NAND flash pour les professionnels et le grand public. Pour les deux sociétés, une demande croissante due à l'IA, aux datacenters et des restrictions d'approvisionnement explique ces envolées tarifaires.

La Mercedes la plus populaire auprès des jeunes va disparaître



Censée disparaître du catalogue d'ici à deux ans, la Mercedes Classe A ne partira pas sans laisser sa place... à un autre modèle compact et accessible. C'est le directeur commercial de Mercedes qui vient de l'annoncer. La future voiture sera basée sur la plateforme MMA de la toute récente CLA. Mais rien ne dit qu'elle prendra la forme d'une Classe A. Si Porsche a malheureusement dû sortir du catalogue le Macan thermique pour ne laisser que la nouvelle version électrique, c'est un mouvement délicat que d'autres constructeurs ne veulent ou même ne peuvent s'autoriser. C'est le cas de Mercedes, qui avait annoncé la fin de la gamme Classe A pour 2026, mais, selon les dernières informations émanant de la presse allemande, la Classe A tirerait finalement sa révérence d'ici à 2028, quand la norme Euro 7, probablement la dernière pour les moteurs thermiques si 2035 venait à être confirmée, entrera totalement en vigueur. Sorti du Covid, Mercedes mettait l'accent sur le luxe et la rentabilité en avouant publiquement sa volonté de mettre un terme aux modèles compacts et accessibles. La gamme CLA aurait alors dû être la principale porte d'entrée dans la marque à l'étoile, mais Mercedes sans sa Classe A est un Mercedes qui se prive de volumes importants. Tout comme Porsche perd une partie de sa clientèle avec la fin du Macan thermique.

La Mercedes Classe A finalement de retour

Aujourd'hui, la Classe A est effectivement le modèle le moins cher du catalogue chez nous en France et un peu partout en Europe, à l'exception de certains pays où la Classe A "berline" peut se retrouver plus pertinente sur le plan économique. Mais elle disparaîtra, au même titre que le Classe B. Subsisteront alors les GLA, GLB et CLA. La Classe A ? Si sa retraite est finalement repoussée à 2027/2028 en Europe pour éviter de provoquer une "rupture d'approvisionnement", comme l'appelle le directeur commercial de la marque, il n'était jusqu'ici pas évoqué de renouvellement. Mais Mercedes semble avoir changé d'avis. Mathias Geisen, directeur commercial de Mercedes, a confirmé à Automobilwoche que la Classe A aura bien une suite après 2028 sur la base de la plateforme MMA, déjà utilisée par la CLA électrique : "La Classe A est un véhicule très pertinent pour nous et bénéficie d'une forte demande. Pour éviter une rupture d'approvisionnement, nous avons prolongé la durée du contrat... Avec la Classe A, nous fidélisons notre marque dès le plus jeune âge."

Impossible de se priver de la Classe A ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur environ 2 millions de voitures neuves vendues en 2024 dans le monde, un quart étaient... des Classe A et B. Faire sauter la Classe B, mais aussi la Classe A, pourrait donc être suicidaire. "Après la CLA, nous lancerons d'autres modèles basés sur notre nouvelle architecture MMA. Croyez-moi, à terme, il y aura un modèle d'entrée de gamme chez Mercedes." Un discours qui tranche très clairement avec celui d'Ola Kallénus, le PDG de Mercedes, qui misait tout sur le grand luxe en 2022. Les marques allemandes se calment très clairement ces derniers temps face à des vents contraires, et revoient leurs objectifs parfois à la forte baisse. Mais Ola Kallénus est désormais sur un siège semi-éjectable, alors qu'il est attendu au tournant pour les prochains résultats financiers et industriels. Le maintien de la Classe A actuelle et son remplacement pour 2028 pourraient lui sauver la mise.

BENTLEY FLYING SPUR

Une peinture dégradée facturée près de 60 000 €

Aux antipodes d'une peinture coupe franche chère à Peugeot il y a une décennie, voici une livrée bicolore avec une transition subtile et progressive. Baptisée Ombré, cette réalisation émane du département de personnalisation Mulliner de la marque Bentley. Pour garantir ce résultat parfait sous tous les angles comme sous toutes les lumières, l'addition est vraiment très salée. Comptez sur près de 60 000 € pour ce duo bleu Topaze / Bleu Windsor appliqué sur la limousine Bentley Flying Spur.

En janvier 2023, au CES de Las Vegas, le concept car BMW iVision Dee est capable de changer de couleur en clin d'œil arborant à loisirs une multitude de teintes avec la possibilité de faire défiler des motifs sur toute la surface de la carrosserie. Mais cette technologie audacieuse qui emploie chaque panneau de carrosserie comme un écran reste encore très loin d'arriver en série. D'autres constructeurs ont bien tenté l'expérience du changement de couleur en fonction de la température employant des propriétés chimiques au niveau de la peinture mais avec un résultat qui n'avait absolument rien d'homogène. Nissan s'est lui aussi essayé à la peinture high-tech mais dans le but d'abaisser la température dans l'habitacle.

Il y eut aussi au début des années 2000 la mode des peintures caméléon ou scarabée dans l'univers du tuning avec une palette très contrastée et un résultat manquant singulièrement de discrétion. Normal, le but avoué étant de se faire remarquer aussi bien sur la route que lors des meetings.

L'art délicat du dégradé

Cette fois, il ne s'agit plus d'un festival de coloris mais plus raisonnablement d'un changement entre deux teintes avec élégance et cohérence. C'est Mulliner, le département de personnalisation de Bentley qui est à la manœuvre avec cette Flying Spur dont la carrosserie passe du Bleu Topaze à l'avant au Bleu Windsor à l'arrière avec une transition progressive au centre du véhicule. Tout le contraire d'une peinture coupe franche chère à Peugeot et dont Toyota a repris le flambeau sur la seconde mouture du C-HR.

Près de 60 000 € pour une peinture bicolore

Deux peintres de la marque anglaise



ont œuvré durant 60 heures en prenant le plus grand soin aux ombres afin qu'il n'y ait pas de reflet parasite ni de changement de teinte disgracieux. La transition entre les deux teintes doit être uniforme et progressive sans générer une troisième couleur au centre. Car le prix de cette livrée très spéciale n'est pas à la portée de toutes les bourses. En effet, l'op-

tion revient à 68 000 \$ soit l'équivalent de 57 873 €, aussi le client à le droit d'être regardant sur le résultat. Baptisé Ombré, ce traitement est proposé avec les combinaisons suivantes Bleu Topaze / Bleu Windsor, Tungstène / Onyx et Sunburst Gold / Orange Flame. D'autres combinaisons de couleurs seront disponibles ultérieurement.

la Porsche 911 va continuer d'être proposée avec une boîte manuelle

Au fil des générations, la Porsche 911 évolue, se plie aux législations, aux contraintes techniques en tout genre, gagne sans cesse en performance et en technologie. Pourtant, elle conserve certains attributs qui lui permettent de rester populaire auprès des puristes. Parmi eux, un devient rare : la boîte manuelle.

Moins efficace, moins rapide, bref moins performante qu'une boîte PDK, chez Porsche, la boîte manuelle reste néanmoins une option prisée des amateurs de sportivité pure. La retirer du catalogue ferait sans doute grincer des dents chez certains Porschistes, même si elle ne représente plus la majorité des ventes depuis longtemps. Pourtant, l'hybridation, de plus en plus présente, rend cette transmission incompatible. Un rapide tour sur le configurateur français de la 911 mon-

tre que seules la Carrera T, la GT3 et la GT3 Touring restent disponibles avec en boîte mécanique. Dans une interview à Evo, Michael Rösler, directeur produit de la 911, l'affirme : « Nous réfléchissons à toutes les possibilités pour proposer aux clients une boîte de vitesses manuelle. »

Un maintien compliqué mais nécessaire pour satisfaire la clientèle

Avec le passage à Euro 7, l'avenir peut sembler incertain pour la boîte mécanique. L'hybridation va concerner de plus en plus de modèles, mais le compromis pourrait être clair : les versions hybrides resteront associées à la PDK, tandis que la boîte manuelle serait réservée aux déclinaisons les plus exclusives, comme la GT3. D'un point de vue financier, ce choix peut paraître curieux, mais

la demande resterait suffisante pour justifier son maintien. Fait surprenant, c'est aux États-Unis qu'elle rencontre le plus de succès, alors même que le pays est réputé pour son manque d'intérêt pour cette transmission :

« Nous observons le marché de près et la dernière fois en Europe, nous avons vu que 2 ou 3 % des personnes ont commandé une version manuelle de la gamme Carrera. [...] Aux États-Unis, c'est une toute autre histoire. Environ 50 % des clients de la précédente GTS commandaient une boîte manuelle. »

Une stratégie de l'exclusivité qui pourrait sauver la boîte manuelle

Dans le même entretien, le chef produit confie un regret : l'ancienne génération de 911, la 991, a été arrêtée trop tôt et n'a pas eu autant de ver-



sions spéciales qu'il l'aurait souhaité. Cette erreur ne devrait pas se reproduire avec la 992, qui devrait durer jusqu'en 2029 selon Rösler. De nombreuses déclinaisons sont donc encore attendues, même si l'électrification ne devrait pas aller beaucoup plus loin, faute de place pour les batteries. De plus, l'embonpoint devien-

draît trop important. Les puristes peuvent être rassurés : de nouvelles versions exclusives, sans hybridation et encore avec des boîtes manuelles, verront le jour dans les prochaines années. Même si leur retour sur les Carrera, Carrera S et GT3 reste exclu.

Mots fléchés

Et commercial	Gaélique	Tige centrale d'une charue	Poème religieux	Île indonésienne	Sanctions pécuniaires	Agence spatiale américaine
Plantes potagères	Ils s'opposent	Golfe marin étroit		Docteur de la loi musulmane	Il termine le pavillon de l'oreille	Harpies
				Note de musique		
Courtoise			Oboles			
Lettre grecque			Sauvages ce sont des églantiers			
			Sa racine est comestible			
			Jeu de cartes			
Bramé			Gitan, manouche, romanichel, bohémien	Meuble de salon		Au Canada ce sont des originaux
Troisième personne du pluriel			Rabacher	Prénom masculin italien		
		Importun				
		Il roule sur l'or			Vieille colère	
Chassé hors de la maison	Prénom masculin principal port d'Athènes (Le)			Souverain franc (Charles)		
				Ville roumaine	Bison d'Europe	Agence spatiale européenne des feuillets pour un ouvrage
Hutte en toile			Moqueurs			Squelette
Succomber						
			Un länder allemand			Difficulté
			Liquide vital			Encartonné
Terrain clos	Père d'Ascagne			Mémoriaux		
	Retapent			Ultime répétition		Adjectif numéral
		Grade militaire	Frais bancaire		Sans en avoir conscience (à son)	
			Bagatelle			
Test	Femme facile et vénale			Ester d'un acide	Arc zodiacal de dix degrés	
	Dans celui d'une femme c'est un capharnaüm				Couche de paille	
			Aucun			Organe humain
Importuné			L'Irlande pour les poètes			Ruisselet
Manière						Légumineuse
			Rongeur			Exister
Son chef-lieu est Altdorf	Par opposition à l'acquis		Créateur de Monsieur Hulot (Jacques)		Tangible	
			Héritier		Soupa	
		Quotidien britannique (The)		Ville du comté du Yorkshire		Aride
				Monnaie moldaves		Ur en akkadien
Emmagasiné					Vient de rire	Pronom personnel
Abolis					Copernicium	Etain
				Il veille à la discipline d'un établissement		
Mésintelligence					On la mouille	

PÉTROLE

Le Brent s’approche des 67 dollars

Les cours du pétrole, qui ont commencé la séance en légère baisse mardi, ont basculé dans le vert après la révision en hausse de la croissance mondiale pour 2025 par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Vers 11H15, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,44% à 66,86 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,59% à 62,65 dollars. Selon l'OCDE, la croissance mondiale devrait augmenter de 3,2% en 2025 contre 2,9% anticipés lors de ses précédentes prévisions de juin. Cette révision est perçue comme un facteur de hausse de la demande en énergie qui est directement liée à la croissance mondiale.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 24 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ALGÉRIE POSTE

Les étapes à suivre pour bénéficier du service T@sdik

L'entreprise Algérie Poste a expliqué, mardi dans un communiqué, les étapes à suivre pour bénéficier de son nouveau service T@sdik, récemment lancé permettant la légalisation des documents officiels destinés à être utilisés à l'étranger. "Les personnes souhaitant légaliser leurs documents officiels destinés à être utilisés à l'étranger via le service T@sdik doivent tout d'abord accéder au portail dédié à cette opération, accessible via le lien suivant : <https://tasdik.poste.dz>, puis renseigner le formulaire électronique et consulter les conditions générales", précise la même source. Une fois l'inscription confirmée, il est nécessaire "d'imprimer deux exemplaires du bordereau de dépôt, le formulaire de dépôt ainsi que le reçu de réception, puis de déposer le dossier complet, accompagné des documents imprimés, au niveau de l'établissement postal choisi lors de l'inscription". Algérie Poste a également précisé qu'un "timbre fiscal de 20 DA doit être joint à chaque document à légaliser". Pour plus d'informations sur ce service, consultez le site du ministère des Affaires étrangères via le lien suivant : <https://www.mfa.gov.dz/ar/services-for-algerians/service-tsodik>", conclut le communiqué.

DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 80E SESSION DE L'AG DE L'ONU

Attaf prend part à New York à la séance d’ouverture

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf a pris part, mardi à New York, à la séance d'ouverture du débat général de la 80e session de l'Assemblée générale (AG) de l'Organisation des Nations unies (ONU), placé sous le thème: "Mieux ensemble: plus de 80 ans au service de la paix, du développement et des droits humains", indique le ministère dans son communiqué. Le débat général permettra aux chefs d'Etat et aux chefs des délégations participantes d'aborder les principales questions qui préoccupent la communauté internationale, face aux défis croissants liés à la paix et à la sécurité internationales et au développement économique durable dans le monde", précise le communiqué.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE ÇHANEGRİHA REÇOİT LE DIRECTEUR DU SERVICE FÉDÉRAL SHUGAEV DİMITRY

Insuffler une dynamique renouvelée dans le domaine de la coopération militaire

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu hier au siège de l'Etat-major de l'ANP, le Directeur du Service fédéral pour la coopération militaire et technique de la Fédération de Russie, Shugaev Dmitry, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre des activités de coopération militaire, Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-Major de l'ANP a reçu en audience, ce mardi 23 septembre 2025, au siège de l'Etat-Major de l'ANP, le Directeur du Service fédéral pour la coopération militaire et technique de la Fédération de Russie, Monsieur Shugaev Dmitry", précise la même source. "Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part des Généraux-majors et des Généraux de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire et du ministère de la Défense nationale, aux côtés des membres de la délégation russe, les deux

parties ont évoqué l'état de la coopération militaire entre les deux pays et ont échangé analyses et points de vue sur les questions d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution à l'entame de laquelle il a souhaité la bienvenue à la délégation hôte, soulignant que "les récentes visites mutuelles ont permis d'insuffler une dynamique renouvelée dans le domaine de la coopération militaire". "Il m'est agréable de vous souhaiter la bienvenue, ainsi qu'à la délégation qui vous accompagne, au siège de l'Etat-Major de l'ANP, à l'occasion de cette visite qui constitue une étape supplémentaire dans le processus de la consolidation des relations historiques entre nos deux pays de manière générale, et entre nos institutions militaires respectives en particulier", a affirmé le Général d'Armée. "En effet, les récentes visites de haut niveau ont permis d'insuffler une dynamique renouvelée dans le domaine de la coopération militaire, élargissant ainsi les perspectives de

partenariat bilatéral", a-t-il ajouté. Il a également souligné que "l'Algérie cherche à établir des partenariats multiples et diversifiés avec les pays amis, et œuvre à développer des réseaux de relations fondés sur la recherche de solutions par le dialogue et la promotion des impératifs du développement durable". "Dans ce contexte géopolitique mondial complexe et la conjoncture régionale instable, l'Algérie, dans le cadre des principes de sa politique étrangère, fondée sur le plein respect du droit international et sur la recherche assidue de solutions pacifiques aux conflits, s'emploie à développer des partenariats multiples et diversifiés avec des pays amis. Elle s'attache également à développer des réseaux de relations réunissant la quête de solutions fondées sur le dialogue et la promotion des impératifs du développement durable, en vue de bâtir un avenir commun, reposant sur la solidarité et le respect de la souveraineté des Etats", a affirmé le Général d'Armée. A l'issue de cette rencontre, "les deux parties ont échangé des cadeaux symboliques", conclut le MDN.

7ES RENCONTRES AFRIQUE-EUROPE DES HUISSIERS DE JUSTICE

Plus de 180 participants attendus dès aujourd’hui à Alger

L'Algérie accueillera, mercredi et jeudi, les 7es Rencontres Afrique-Europe des huissiers de justice, organisées par la Chambre nationale des huissiers de justice (CNHJ), en partenariat avec le ministère de la Justice et en collaboration avec l'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ), a indiqué mardi un communiqué de la Chambre. Cet événement, placé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constitue "une étape stratégique vers le renforcement de la coopération juridique internationale", d'autant qu'il réunira "plus de 180 participants étrangers représentant 33 pays de dif-

férents continents ainsi que plus de 700 participants algériens", précise la même source. Ces rencontres verront également la participation du président de l'UIHJ, M. Marc Schmitz, de la présidente de l'Union africaine des huissiers de justice et officiers judiciaires (UAHJ), Mme Rosine Zongo, et du Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH), M. Christophe Bernasconi. "En abritant cet important événement, l'Algérie confirme sa présence sur la scène internationale, d'autant plus que l'organisation de cette rencontre intervient après concurrence avec un autre pays, ce qui constitue une reconnais-

sance internationale de la compétence des institutions professionnelles du pays et de son attachement aux normes internationales", souligne le communiqué. Au cours de ces rencontres, les participants débattront de l'évolution du rôle de l'huissier de justice dans la société à la lumière des transformations numériques et sociales, outre son rôle dans la médiation, la protection des droits et la prestation d'un service public efficace. L'accent sera également mis sur l'importance de la formation continue et de l'adaptation aux défis juridiques contemporains, conclut la même source.

LE MINISTRE YACINE EL-MAHDI OUALID L’A SOULIGNÉ DEPUIS MOSTAGANEM

«S’appuyer sur le savoir, la technologie et les compétences des jeunes dans le secteur agricole»

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, hier à Mostaganem, l'importance de s'appuyer sur le savoir, la technologie et les compétences des jeunes dans le secteur agricole. Lors d'une conférence de presse tenue en marge de la 1ère édition du Salon national des industries de transformation des produits alimentaires, agricoles, du commerce et de l'exportation, le ministre a déclaré que l'agriculture fait face à plusieurs défis (eau, sol), ce qui exige un passage à une nouvelle étape où le secteur s'appuierait sur la connaissance, les technologies modernes et les jeunes compétences. Il a ajouté que cet événement économique,

initié par de jeunes entrepreneurs, est très important pour le secteur, car il permet de découvrir les jeunes investisseurs et les porteurs de projets. Le ministre a souligné que la jeunesse manifeste un intérêt croissant pour le secteur agricole et les industries agroalimentaires, notamment grâce à l'abondance de la production. La prochaine étape, a-t-il précisé, nécessite davantage d'investissements dans les industries de transformation et la modernisation, en s'appuyant sur les solutions et les services innovants offerts par les startups et les micro-entreprises, afin d'améliorer la productivité. De son côté, le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a affirmé que

ce genre d'initiatives économiques reflète la volonté de l'Etat d'impliquer les jeunes dans divers domaines économiques, soulignant que l'agriculture est un secteur vital et stratégique dans lequel les jeunes innovants et créatifs doivent s'engager. Il a poursuivi en indiquant que les pavillons de ce Salon "réunissent innovations, technologies modernes et leurs différentes applications intelligentes comme solutions à plusieurs problèmes agricoles, tout en mettant en lumière la volonté des jeunes de contribuer à la dynamique économique actuelle que connaît l'Algérie", ce qui constitue, selon lui, "un enjeu majeur". Ce Salon, organisé sur trois jours par l'Agence de promotion des événements économiques

"Eventor", constitue un espace économique important réunissant producteurs, investisseurs et experts de divers secteurs, afin d'échanger les expériences et de présenter les dernières innovations dans le domaine des industries alimentaires et agricoles, ont indiqué les organisateurs. Un Colloque est prévu, mercredi en marge de cette édition, sur la durabilité et les enjeux de l'industrie de transformation des produits alimentaires, ainsi que sur les moyens de transition de l'agriculture traditionnelle à une agriculture intelligente, avec un focus sur les mécanismes mis en place par l'Etat pour financer et accompagner les projets dans les secteurs stratégiques, a-t-on fait savoir de même source.